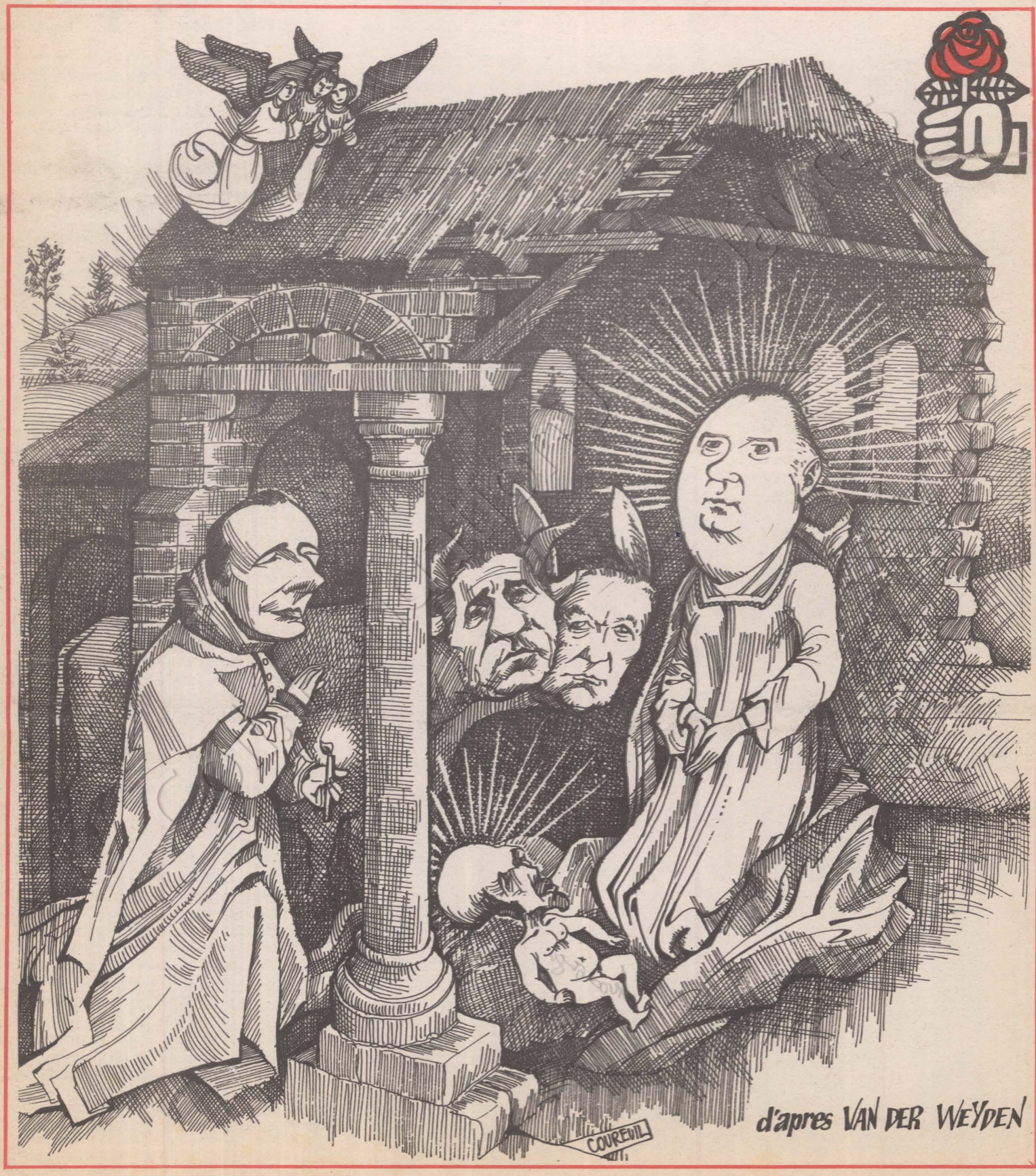
L'unité

N° 138 - 4F L'hebdomadaire du Parti socialiste 27 Décembre 1974



AVEC NOS MEILLEURS VŒUX

Il est peu probable que l'on retienne l'année qui s'achève comme l'une de celles qui auront compté dans l'Histoire de l'humanité. Pourtant, au cours des douze mois écoulés, un certain nombre de changements sont intervenus dans le monde et dans notre propre pays, dont les conséquences sont loin d'être négligeables d'autant que, pour certaines d'entre elles, elles commencent seulement à se faire sentir.

Au plan international, la chute sans gloire de Nixon et l'accession de Gerald Ford à la présidence des Etats-Unis n'ont pas modifié l'équilibre des forces entre les deux super-puissances de l'Est et de l'Ouest. La récente rencontre de Vladivostok a confirmé que pour l'U.r.s.s. comme pour les U.s.a., la coexistence pacifique et la détente restent les impératifs premiers, ce qui ne signifie évidemment pas que Moscou et Washington soient indifférents aux nouveaux rapports que l'affaire du pétrole a fait naître depuis un an entre certains pays du Tiers-Monde — ceux qui possèdent les matières premières — et les Etats capitalistes de l'Europe occidentale, les plus directement touchés par la crise. Il est encore trop tôt pour juger si l'année 1974 aura bien été sur ce plan celle du début d'une nouvelle ère. Il semble bien pourtant qu'il en soit ainsi au moins sur un point : parmi les nations que l'on appelle sous-développées, il y a désormais celles qui peuvent accéder à la définition des nouveaux termes de l'échange avec les pays nantis mais il y a aussi celles dont les peuples paraissent plus encore qu'hier condamnés à mourir de faim.

Pour deux pays européens au moins, l'année qui prend fin aura été bénéfique. Deux dictatures fascistes se sont écroulées : celle des colonels grecs qui après sept ans de pouvoir sont tombés dans la trappe comme des pantins désarticulés, et celle de Caetano que le mouvement du 25 avril a chassé en une nuit en rendant le Portugal à la liberté. Il n'en est hélas pas ainsi pour le Chili auquel l'année 1974 n'a apporté que du sang et des larmes.

Les changements du monde n'ont pas épargné la France qui a aussi connu les siens propres : bouleversant le calendrier des échéances électorales, la mort de Georges Pompidou a déclenché une grande bataille politique qui a mobilisé l'opinion publique pendant plusieurs semaines. Pour la première fois, la gauche regroupée derrière son candidat commun, François Mitterrand, a approché les 13 millions de suffrages et manqué, à 1 % près, de l'emporter. L'élection de Valéry Giscard d'Estaing a maintenu la droite au pouvoir mais, à l'intérieur de cette droite, le parti dominant depuis quinze ans a subi un échec dont les conséquences n'ont pas fini de se faire sentir dans ses rangs.

Problèmes aussi pour la gauche à qui l'automne paraît moins favorable que ne l'avait été le printemps. Là, ce ne sont pas les données objectives qui ont changé mais seulement le comportement de l'un des partenaires, dont on veut espérer qu'il saisira l'occasion de la trêve des fêtes pour mettre un terme à une polémique qui n'a que trop duré.

Le Parti socialiste, pour sa part, peut dresser un bilan positif de l'année 1974. Le nombre de ses adhérents s'est accru de plusieurs dizaines de milliers, son audience a grandi dans tous les milieux et en particulier parmi les travailleurs dans les entreprises, son élargissement se poursuit avec l'arrivée dans ses rangs de plusieurs milliers de militants venus du P.s.u. et d'autres organisations. Force décisive pour la victoire de l'union de la gauche, le P.s. entend approfondir encore au cours de la nouvelle année les efforts qui lui ont valu ses succès de 1974.

Dans ces efforts, notre hebdomadaire continuera bien entendu à prendre toute sa part en 1975. Seule expression d'audience nationale du Parti socialiste, il a été lié à tous ses combats au cours des trois dernières années. Il a aussi contribué à amener au Parti — plusieurs milliers pour la seule année 1974 — des adhérents qui n'étaient au départ que des sympathisants, lecteurs du journal.

C'est avec la volonté de poursuivre ce travail d'information et d'explication, d'en améliorer encore la qualité que tout l'équipe de « l'Unité » présente aux abonnés du journal, à tous ses lecteurs, à tous les militants qui en assurent chaque semaine la diffusion, ses vœux les plus cordiaux pour la nouvelle année.

L'UNITE

3 P.S.-C.G.T. : UNE RENCONTRE UTILE, PAR ANTOINE VIOLET

5 C.N.P.F. : LE PECHE D'AMBROISE, PAR NICOLAS BRIMO

7 COMMERCE : L'IRRESISTIBLE ASCENSION DES V.P.C., PAR JOSETTE BARBIERI

8 1974 : L'ANNEE DE L'ESPOIR.

11 ETATS-UNIS : LES BUS DE LA HAINE, PAR FREDERIC GEISWEILLER.

12 PENTAGONE : MOURIR POUR LE PETROLE, PAR NICOLAS BRIMO

15 AU RISQUE DE VOUS PLAIRE

16 PERES NOEL : UN SALE METIER !, PAR CHRISTINE COTTIN

PHOTOS ET DESSINS
A.f.p. (page 8) Barrigue (pages 5, 7) Coureuil (pages 1, 6, 7) Desmoulins (page 12) Julem (page 16) Lacroux (page 9) Pascal Lebrun (pages 3) Magnum (pages 12, 13) U.p.i. (page 11).

Fondation Jean Jaurès

UNE RENCONTRE UTILE

P.s - C.g.t.

A cinq semaines du congrès de Pau, François Mitterrand a rappelé à Georges Séguy que le P.s. reste fidèle à ses engagements.

La rencontre « au sommet » entre la C.g.t. et le Parti socialiste, à la veille de la trêve de Noël, a été justement perçue comme un important événement compte tenu du climat actuel au sein des forces de gauche. Elle a en tout cas permis de dissiper certaines ambiguïtés nées des commentaires qui ont accompagné la semaine dernière la démarche de la C.g.t., alors que celle-ci a clairement exprimé sa volonté de ne pas s'immiscer dans les relations entre les partis politiques de gauche.

Contrairement à Edmond Maire, qui s'est attiré une réponse de Georges Marchais reprenant purement et simplement la série des accusations absurdes lancées depuis plusieurs semaines contre le Parti socialiste, Georges Séguy s'était bien gardé d'écrire. Il a préféré exposer directement à François Mitterrand, dans une conversation qu'il a lui-même souhaité très ouverte, l'inquiétude qu'il sent se développer parmi les travailleurs.

Ce qui a permis au Premier secrétaire du Parti socialiste de souligner avec la même franchise que le P.s. ne saurait accepter en quoi que ce soit le procès d'intention qui lui est fait, le Parti socialiste n'ayant jamais, par la voix de ses dirigeants nationaux, marqué la moindre réticence à l'égard du programme commun, ni envisagé quelque compromission que ce soit avec le Pouvoir en place, ni considéré qu'il pouvait lui-même accéder au pouvoir autrement que dans le cadre d'une majorité d'union de la gauche, pour appliquer le programme de celle-ci et non pour gérer la crise du capitalisme.

Les délégués de la C.g.t. ont pu ainsi constater que rien n'a changé dans le comportement du P.s., y compris au niveau des actions communes sur des thèmes précis qui pourraient être proposées dans les prochaines semaines et auxquelles il reste prêt à participer avec l'ensemble des partis de gauche et des grandes organisations syndicales.

Il ne s'agit pas là de simples formules, puisque l'ensemble de ces orientations se retrouvent dans les différentes motions qui ont été retenues samedi par le Comité directeur pour le prochain Congrès de Pau. En tout cas, dans les deux principales d'entre elles (1). Si, en effet, le texte dont François Mitterrand est le premier signataire, et qui est appelé sans aucun doute à rassembler une large majorité des adhérents du Parti, et le texte signé en particulier par les responsables du Ceres se distinguent sur plusieurs points, notamment en ce qui concerne les méthodes d'action et d'organisation du Parti, ils comportent des analyses très proches sur les orientations fondamentales. Celles-là mêmes que partagent, quelle que soit leur différence de sensibilité, tous ceux qui ont été associés ces dernières années à la direction du Parti et que rejoignent aujourd'hui les éléments venus du P.s.u. et de la « troisième composante » et signataires, pour la plupart d'entre eux, de la motion majoritaire.

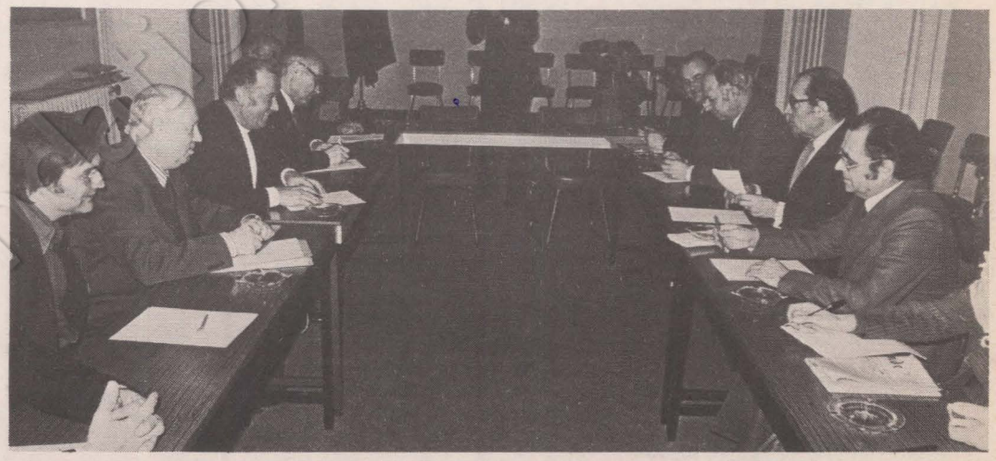
La préparation du Congrès de Pau, sur laquelle nous aurons évidemment l'occasion de revenir, et le Congrès lui-même — dont la C.g.t. a indiqué au passage qu'elle suivrait attentivement les travaux en y envoyant une délégation — vont donc permettre de mettre en pleine lumière la fidélité du Parti socialiste à ses engagements et sa volonté de travailler plus encore à rapprocher l'heure de la victoire de la gauche.

Comme le dit le communiqué de la rencontre P.s. - C.g.t., il s'agit « d'assurer aux luttes des travailleurs un soutien d'envergure nationale » et de créer « les conditions d'un rassemblement largement majoritaire pour le programme commun et les réformes fondamentales qui permettent de trouver une issue à la crise. »

Si les mots ont un sens, ceux-là veulent bien dire que le Parti socialiste ne s'est pas détourné de sa route. Dans la mesure où elle a permis de le rappeler clairement, la rencontre avec la C.g.t. aura sans aucun doute été utile.

ANTOINE VIOLET

(1) Les trois autres motions retenues par le Comité directeur pour être soumises au vote indicatif des sections, émanent respectivement d'Yves Durand et des membres de la « Bataille socialiste », d'Arthur Notebart, Victor Provo et plusieurs élus du Nord et du Pas-de-Calais et d'Eric Hintermann.



La délégation de la C.g.t. au siège du P.s.



changer la vie sociale et économique

LIVRE : LE MAUVAIS EXEMPLE

Par la faute du patronat de l'imprimerie, la situation n'est toujours pas réglée à la Néogravure. Pourtant, le 21 novembre, un certain nombre d'engagements étaient pris par les patrons imprimeurs, ce qui mettait fin à une grève de 4 semaines, avec l'approbation de 94 % du personnel. Entre autres engagements, il avait été décidé de maintenir les usines de Lille et Corbeil, de transférer le personnel d'Issy-les-Moulineaux à Corbeil et de dégager un certain nombre d'emplois par la mise en œuvre d'un plan de retraite anticipée à 60 ans. Enfin, le principe d'une table ronde gouvernement-patrons-imprimeurs-délégués syndicaux pour régler les problèmes de la profession était acceptée.

Tout cela est bel et bon. Encore faudrait-il que les maîtres imprimeurs se décident à adhérer et à verser leur cotisation au Fonds national pour l'emploi, afin que les 500 travailleurs concernés par les pré-retraites puissent effectivement toucher 85 % de leur salaire, comme promis.

En même temps, les syndicats dénoncent l'attitude qui consiste à confier à l'étranger les travaux d'imprimerie français. Le gouvernement n'est pas le dernier à déroger à cette règle : quelque 15 millions de vignettes auto pour 1975, dénonçait la C.g.t. le 19 décembre, ont été imprimées hors de France !

GALLEY « SOCIAL »

L'entreprise Lebocey à Troyes (Aube), première fabrique française de métiers à tisser, est en ébullition. Les travailleurs n'ont pas du tout apprécié l'annonce, il y a une dizaine de jours, de 187 licenciements.

Mais ils ont encore moins apprécié l'intervention de Robert Galley, ministre de l'Equipement et maire U.d.r. de la ville : « La survie de l'entreprise est également basée sur les licenciements envisagés », déclarait ce dernier le 19 décembre. « Et nous, on n'en a rien à faire, de l'opinion de monsieur le ministre ! », répliquaient à l'unanimité employés, ouvriers, cadres et techniciens de l'entreprise, offusqués de voir, une fois de plus, le Pouvoir politique porter secours au patronat sans la moindre considération pour les travailleurs et leur famille. Leur riposte ne s'est pas fait attendre. Le 19 décembre après-midi, ils occupaient les locaux de la mairie, en signe de protestation.

VICTOIRE RIME AVEC GRINGOIRE

Depuis le 1er octobre, les 100 ouvrières de chez Gringoire, à Mantes (Yvelines), occupent leur usine. Contre vents et marées, elles tiennent bon depuis sept mois. Seuls, 7 ou 8 ouvriers de l'usine (sur 40) participent à l'action. Les autres n'ont pas eu trop de mal à retrouver un emploi. Pour la main-d'œuvre féminine (120 personnes), dont la moyenne d'âge tourne autour de 40 ans, le reclassement dans la région était pratiquement impossible. Le 15 octobre, quand elles ont reçu leur lettre de licenciement, loin de s'avouer vaincues, elles ont redoublé de combativité. Les syndicats, les partis de gauche et la municipalité de Mantes leur ont immédiatement accordé leur soutien. Fortes de la solidarité de toute une région, elles se sont organisées, participant à tour de rôle au piquet de grève, surveillant les stocks de biscottes, gardant les enfants. Sans jamais se décourager. Même quand elles ont appris que la direction avait demandé leur expulsion de l'usine. Bien leur en a pris : le tribunal des référés de Versailles a jugé leur cause juste. Le 12 décembre, il a débouté de sa demande la direction. Une victoire indiscutable pour les travailleuses de Gringoire, bien décidées à poursuivre jusqu'à ce que leur emploi soit assuré.

TRISTE NOEL A CHOLET

Cadeau de Noël inhabituel pour les 532 travailleurs de chez Perier, entreprise de bâtiment, à Cholet : des lettres de licenciement, car l'entreprise ferme.

Chez Perier, les difficultés ne datent pas d'aujourd'hui. En 1970, la famille Guérin, qui gérait la société depuis une dizaine d'années, l'abandonne. Des directeurs se succèdent jusqu'en février 1973, où le bilan est déposé et l'entreprise mise en règlement judiciaire.

Quelques mois plus tard, une firme allemande, Koch et Viol, se présente comme acheteur éventuel. Espoir pour les travailleurs de l'entreprise : un des dirigeants de Koch et Viol vient à Cholet et proclame que le chiffre d'affaires va tripler, les effectifs doubler, etc. Un nouveau directeur est mis en place. Et au bout d'un an, le 5 novembre 1974... 190 licenciements sont annoncés. Puis, le 28 novembre, la direction allemande annonce son intention de licencier la moitié des effectifs : 250 personnes. Mesure qui ne s'accompagne d'aucun plan de redressement : le comité d'entreprise refuse les licenciements. Le 2 décembre, le tribunal de commerce prononce la liquidation : 532 personnes se retrouvent sans emploi. Soutenus par la C.f.d.t., la C.g.t. et la C.g.c., les travailleurs de chez Périer ont décidé de refuser cette mesure, qui fait disparaître la 6e entreprise de Cholet, et ils attendent des pouvoirs publics autre chose que des mots. En remarquant : « L'Etat vient de garnir la corbeille Citroën, il peut faire avancer le problème Périer. »

LA FLAMBEE DE NOVEMBRE

La C.g.t. vient de publier son indice des prix pour le mois de novembre. Il révèle une augmentation de 1,4 % par rapport à octobre 1974. Et de 17,3 % par rapport à novembre 1973. Sans commentaire.

UN MEPRIS D'ACIER

Quinze jours de chômage forcé pour 2 000 ouvriers de chez Vallourec. Les dirigeants de la première entreprise française pour la transformation de l'acier (17 800 salariés) ont en effet décidé de fermer certaines de leurs usines pendant deux semaines : c'est le cas à Valenciennes, Hautmond dans le Nord, Noisy-le-Sec, Lyon et Bessèges dans le Gard.

Motif invoqué par la direction des baisses de commandes pour les principales productions de ces usines. Ce que les patrons de Vallourec oublient de préciser : l'ensemble de la société a triplé ses bénéfices en 1973. Et la direction d'ajouter que le personnel a « la faculté d'être rémunéré au titre des congés payés. » Belle surprise pour la nouvelle année : le choix entre un salaire entier ou la moitié des prochaines vacances !

POUR LES CHILIENNES EMPRISONNEES

Une délégation des signataires de l'appel pour la libération des femmes emprisonnées par la junte chilienne a été reçue le 19 décembre à l'Ambassade du Chili. Les premiers signataires de l'appel étaient Edmonde Charles-Roux, Marie-José Chombard de Lauwe, Marcelle Devaud, Jacqueline Dhervilly Lambert, Marie-Thérèse Eyquem, François Laffitte, Hélène Langevin, Yvonne See, Marguerite Thibert, Germaine Tillion, Simone Troisgros, Françoise Villiers, Marie-Claude Vaillant-Couturier.

La délégation a remis à l'Ambassade une longue liste d'emprisonnées politiques. Pour sa part, l'attachée de presse a fait état de 340 détenues parmi lesquelles figure Laure Allende.

Cette campagne doit se poursuivre. Pour s'y associer, s'adresser directement soit à Mme Laffitte, 44 avenue des Gobelins, Paris 13e, soit à Mme Marguerite Thibert, 19 avenue du Général-Leclerc, Paris 14e.

LE PÉCHÉ C.n.p.f. D'AMBROISE

Le Conseil national du patronat français a toujours eu le goût du rituel et le sens de la hiérarchie. Et comme dans n'importe quelle Eglise, il y a parfois, en son sein, des promotions apparentes qui ne sont que mises à l'écart élégantes. C'est ce qui s'est passé, le lundi 16 décembre, à la dernière réunion de son Conseil exécutif. Quelques heures après la séance « où régnait un climat embarrassé » selon un participant, un communiqué officiel de l'organisation patronale paraissait, dont chaque terme avait été pesé et négocié. Il annonçait que le P.d.g. de la C.g.e., Ambroise Roux, quittait la présidence de la commission de politique économique générale et qu'il accédait aux fonctions de premier vice-président du C.n.p.f. Un titre ronflant, rénové et amélioré pour la circonstance.

Périodiquement, depuis un an, le bruit d'un départ d'Ambroise Roux courait dans les milieux journalistiques. Mais cette fois, l'effet de surprise a joué. Et ce ne fut que trois jours plus tôt que les cadres de l'organisation patronale furent prévenus de cette décision. Officiellement, il ne s'agit, bien entendu, ni de liquidation, ni de règlement de comptes, ni même de brouille. Ambroise Roux a quitté son poste à sa demande, il est toujours au mieux avec François Ceyrac qui a tenu à le complimenter et c'est lui-même qui a désigné son successeur, le métallurgiste Jacques Ferry. Ainsi, tout est bien.

A écouter certains membres du C.n.p.f. c'est même à se demander si Ambroise Roux a bien quitté son poste. En fait, ce départ n'est pas interprétable en termes simples. Plusieurs facteurs ont joué, et bien malin qui pourrait dire lequel a prévalu au sein de ce Conseil exécutif qui compte 35 membres et qui gouverne en fait le patronat sans trop se soucier de la piétaille des cotisants :

1) Ambroise Roux ne s'était jamais fait remarquer par ses penchants excessifs pour Valéry Giscard d'Estaing. Lorsque celui-ci occupait la rue de Rivoli, le patron de la C.g.e. ne l'appréciait déjà pas beaucoup, lui reprochant cette sorte de mépris technocratique avec lequel le ministre des Finances accueillait le P.d.g. Et puis celui-ci n'était pas son candidat aux élections présidentielles. Son favori s'appelait Jacques Chaban-Delmas. Bien sûr, quand les chances du promoteur de la « nouvelle société » pâlirent, il fallut prendre le virage. Mais à regret et sans y mettre la conviction indispensable. Et ce ne sont pas les relations — soupçonneuses — entre Ambroise Roux et Jacques Chirac qui y changeront grand-chose. Seul le ministre de l'Industrie, Michel d'Ornano, le voit suffisamment régulièrement pour que, là, ses avis — comme dans l'affaire de la C.i.i., c'est-à-dire la restructuration de l'Industrie de l'informatique — soient écoutés.

Le jeudi 12 décembre, se sachant déjà démissionnaire, Ambroise Roux a pris la parole devant l'Association des journalistes économiques et financiers. Son discours ressemblait fort à une déclaration testamentaire. Le P.d.g. de la C.g.e. rendit d'abord un hommage plutôt vibrant à la politique de feu Georges Pompidou, puis parla des problèmes d'avenir de l'économie française. Hier, puis demain, pour mieux passer sous silence aujourd'hui.

2) L'organisation patronale s'efforce toujours de coller au Pouvoir du jour. C'est un axiome qu'elle n'a jamais trahi depuis Vichy. Et elle savait qu'il lui fallait faire quelque chose pour améliorer ses relations avec le président de la République. En changeant par exemple quelques têtes. Lors de sa dernière visite à l'Elysée, le patron des patrons, Ceyrac, fut fraîchement accueilli par Giscard d'Estaing. Pendant un bon quart d'heure, celui-ci lui reprocha le soutien du C.n.p.f. à Chaban-Delmas pendant les premiers jours de la campagne électorale. Tout en glissant, de-ci de-là, quelques propos peu amènes sur la sclérose des patrons français. Une formule de Giscard d'Estaing au début de cet entretien résume parfaitement le climat : « Je salue en vous non le dirigeant du patronat, mais l'homme. »

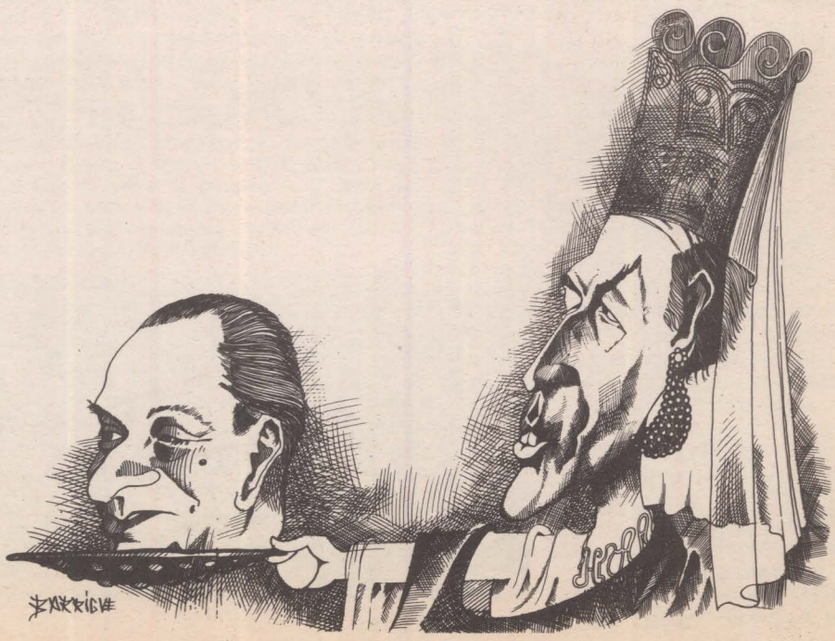
3) A l'heure où la restructuration de l'industrie est d'actualité, le C.n.p.f. voulait se donner un homme capable de négocier avec l'Etat et favorable à l'utilisation des capitaux publics dans ce type d'opération. Comme ce fut le cas avec Citroën et Peugeot. En nommant Jacques Ferry à la tête de sa commission de politique économique générale, il a atteint cet objectif. Avec lui, le bon vieux Comité des Forges règne toujours.

A 61 ans, ce fils d'ingénieur lorrain est devenu un négociateur redouté. Président de la Chambre syndicale de la sidérurgie, patron de l'Association des grandes entreprises françaises — l'Agref, club des « super-grands » du patronat — il représente parfaitement les intérêts des « gros » de l'organisation de l'avenue Pierre-1er de-Serbie. Il a d'ailleurs à son actif les délicates négociations entre l'Europe et les Etats-Unis sur les accords d'auto-limitation d'exportations d'acier. Patient, roublard, souvent distant, Ferry a toujours su ménager ses intérêts sans s'engager dans un camp politique ou dans un autre. Pendant l'élection présidentielle, il n'a fait aucun faux pas du côté de Chaban-Delmas.

4) Cette promotion prouve aussi les limites du pouvoir de Ceyrac. Celui-ci, qui ne fut jamais un patron — il attendit 1968 pour devenir P.d.g., grâce à la générosité de la maison de Wendel — n'a pas su se créer sa propre majorité au sein du Conseil exécutif. Certes, Ferry est son ami — même âge, mêmes études à Sciences po et en faculté de droit — mais leurs objectifs ne sont pas exactement les mêmes. Et c'est aujourd'hui avec Ferry que Ceyrac devra partager un peu de son pouvoir.

Ce changement dans les hommes du C.n.p.f. risque fort d'être le premier d'une longue série. Des fonctionnaires moins connus de l'organisation patronale pourraient être bientôt invités à quitter leur poste. Cela se fera discrètement. Le C.n.p.f. n'a jamais aimé les éclats. Mais il lui faut toujours se mettre au goût du jour.

N.B.



changer la vie quotidienne

DU SIMPLE AU DOUBLE

Les paysans bretons — tout comme les autres — sont de moins en moins contents. Et ils le font savoir. En expliquant aux consommateurs l'étrange évolution des prix d'achat et de vente de la viande. Le bœuf qui leur est acheté 8,50 F le kg (10 F en 1972) est revendu 25 F en moyenne. On comprend que les éleveurs ne soient pas contents : tout augmente sauf leurs revenus qui eux, diminuent

L'organisation Paysans Travailleurs du Finistère vient de distribuer aux citadins un tract expliquant leur situation : « En 1972, il fallait 2 900 kg de bœuf pour payer un tracteur. En 1974, il en faut 4 350 kg. En 1973, il nous fallait 6 litres de lait — on nous l'achète 0,65 F, on vous le vend 1,30 F — pour acheter un litre d'huile. En 1974, il nous en faut 12 litres ». Par contre, Gervais-Danone a augmenté ses bénéfices de... 32%

LE « REDOUTABLE » L'EST VRAIMENT

Le « Redoutable », orgueil de la Marine nationale, a des ennuis. Ou plutôt des ouvriers travaillant à l'arsenal de Brest en ont à cause de lui. Cinq d'entre eux viennent de subir une contamination radioactive.

Comme chacun le sait — les ministres le rappellent assez souvent — l'énergie nucléaire ne présente aucun danger. Toutefois, les personnels approchant le « Redoutable » sont soumis à des visites médicales de routine. Heureusement : à l'occasion de l'une d'elles, on a constaté que des ouvriers avaient subi une contamination due au cobalt radioactif.

Mais que les populations se rassurent ! Ce n'est pas le réacteur du « Redoutable » qui est cause de tout cela. Il avait été démonté et entreposé à l'île Longue. Ce sont les structures métalliques qui l'environnent qui sont cause de tout.

Au fait, comment et pourquoi ces structures sont-elles radioactives ? Le moteur n'y est-il vraiment pour rien ? N'y aurait-il pas la moindre fuite ? On aimerait savoir.

VICTOIRE (PROVISOIRE) DU Dr PRADAL

La 4e Chambre de la Cour d'appel de Paris vient d'autoriser de nouveau la diffusion du « Guide des médicaments », du docteur Pradal (Le Seuil). Elle a en effet estimé que « le seul fait pour l'auteur d'un ouvrage littéraire ou scientifique de citer dans son livre la marque d'un produit — que cette citation soit assortie ou non de commentaires — ne saurait constituer une atteinte au droit privatif que confère au propriétaire de cette marque le dépôt qu'il en a régulièrement fait. Cet avis plein de bon sens va exactement à l'encontre de l'attendu du président Olibier grâce auquel les laboratoires avaient obtenu, le 28 octobre, la suspension du livre. Néanmoins plusieurs dizaines d'entre eux ont de nouveau intenté un procès à son auteur et à l'éditeur. Chacun réclame 5 000 F de dommages et intérêts ainsi que la saisie du livre sous astreinte de 10 000 F par infraction constatée, tant que subsisteront des appréciations de valeur sur leurs produits. Ces firmes n'acceptent donc pas la reconnaissance officielle du droit des consommateurs à l'information pourtant admise par la Cour d'appel. Affaire à suivre...

QUAND LA PUBLICITE MENT

L'association internationale des Jeunes avocats s'est penchée sur le problème de la publicité-mensongère. La conclusion de ses travaux : il est nécessaire de préserver la qualité de la vie et l'intégrité de la personne humaine contre l'excès des messages publicitaires. Car, dans de nombreux cas, la publicité cherche à influencer le jugement du consommateur sans chercher à l'informer.

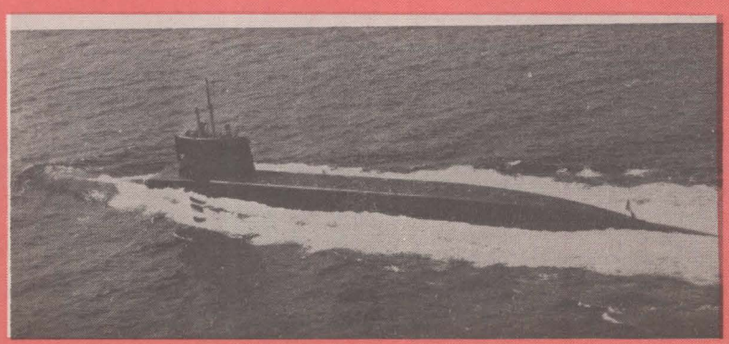
Les vœux émis par l'Association : généralisation des peines qui frappent personnellement les responsables d'une publicité mensongère ; interdiction de toute publicité sur la santé physique ou psychologique, de toute publicité destinée aux enfants ; instauration d'une déontologie de la publicité, etc.

Aussi les Jeunes avocats souhaitent-ils voir autoriser la publicité comparative. Souhaits que partagent évidemment les consommateurs. Toutefois il est bon de rappeler que dans certains pays des efforts ont été faits pour réprimer la publicité mensongère. C'est aux consommateurs d'être les utilisateurs de la loi. C'est le cas en France, où, pourtant, les procès sont rares et la publicité souvent mensongère.

Grève des pompistes pour le début de l'année 1975 ? La Fédération nationale du commerce et de l'artisanat automobile vient de rendre public un communiqué dans ce sens. Ce syndicat entend protester contre l'intention prêtée au ministère de l'Economie et des Finances de n'accorder aux détaillants en carburant qu'une majoration dérisoire sur la vente du super et du gas-oil. « Cela fait un an que nous attendons cette augmentation », affirme ce syndicat. Mais ce qui scandalise le plus cette profession, c'est que le gouvernement ne compte pas déduire cette augmentation de la fiscalité très lourde pesant déjà sur ces produits. « Une fois de plus, cette majoration va être payée par les consommateurs. C'est inadmissible ! », concluent les pompistes et leurs organisations. Ils font savoir qu'en cas de grève, ils alerteraient les usagers à l'avance pour qu'ils puissent prendre leurs précautions.

ROUTE : TOUT S'EXPLIQUE !

L'Union routière de France, depuis la hausse du prix du pétrole, voit tout en noir. Tout baisse : la consommation d'essence, les kilomètres parcourus, le nombre de voitures achetées. Bien sûr, le nombre des morts et des blessés aussi. Mais là, c'est grâce au « meilleur comportement des conducteurs ». Pas question des limitations de vitesse, puisque l'Union nationale vous le dit... Mais l'essentiel de la brochure publiée par ladite Union routière fait grief à l'Etat du peu d'intérêt que celui-ci porte à l'automobile. La preuve, c'est que l'Etat ne dépense pas assez pour elle. La « route » ne reçoit que le tiers de ce que l'Etat perçoit des automobilistes. Et, même en y ajoutant les dépenses des collectivités locales, il « gagne » encore de l'argent. Ce qui, aux yeux de l'Union routière doit expliquer la « crise de l'automobile ». Une précision : la brochure de l'Union a été éditée avant que l'Etat ne « s'occupe » de Citroën.



Le « Redoutable ».

L'irrésistible ascension de la V.p.c.

La comtesse n'est pas morte. Irrévérencieusement, les P.t.t. gelés auraient pu lui porter un coup fatal. Que ses 150 000 clients se rassurent : la comtesse, la Comtesse du Barry s'entend, une des plus célèbres maisons de foie gras en V.p.c. (vente par correspondance) n'entend pas passer de vie à trépas.

La Redoute, le grand magasin sur catalogue, se remet plutôt bien des perturbations du courrier. Ses 5 millions de clients n'en ont jamais douté. Pas plus que ses actionnaires. La grève des postes a certainement limité les ventes du mois de novembre. Mais elle a prouvé que la V.p.c. continue à avoir un bel avenir surtout quand il s'agit des grosses firmes.

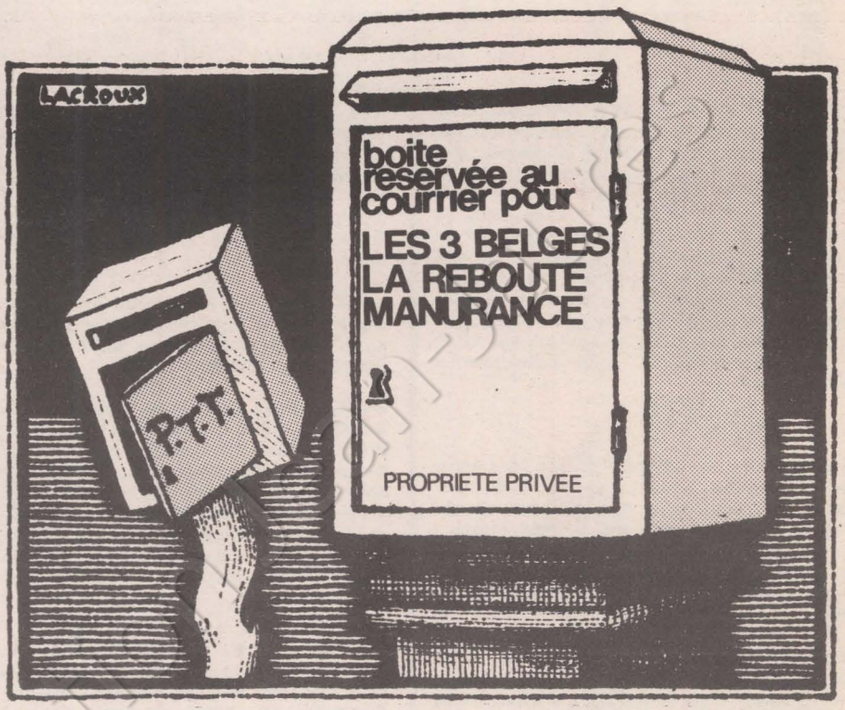
La V.p.c. se compose, d'un côté, de P.m.e. soumises à la politique gouvernementale, qui ne leur permet de faire face à aucun problème financier quel qu'il soit. Et, de l'autre de « monstres » capitalistes armés et solidement implantés sur un marché florissant. Monstres qui ont fait, en 1973, un chiffre d'affaires de 5,6 milliards de francs. Et qui espèrent le porter, cette année à 7 milliards.

Ce système est apparu en 1867, né de l'esprit fertile d'Aristide Boucicaut, qui avait à son actif l'invention du grand magasin — avec le Bon Marché — et de la saison de blanc. Un précurseur, qui a donné à la V.p.c. sa crédibilité : le droit de retour.

Manufrance, puis l'industrie textile se lancent alors dans l'aventure. C'est à la campagne qu'on trouve, à cette époque, la meilleure clientèle : en 1940, les ruraux représentent 60 % de la vente sur catalogue. Jusqu'aux années 60, tout ira tranquillement.

Arrive l'implantation des libre-services. Le consommateur, délivré du vendeur, « apprend » à acheter tout seul. A imaginer la qualité, la tenue d'un article. A ne pas se leurrer sur son aspect. Le nouveau venu est un citadin. Les femmes qui travaillent — 74% des femmes cadres supérieurs, 56,5 % des employés, 54 % des femmes d'agriculteurs, 49% des ouvrières — utilisent, plus que les femmes au foyer (38% d'entres elles) la vente « sur l'oreiller ». Paris compte aujourd'hui 39% des « vépécistes ». Les secteurs se sont diversifiés. A côté de la laine et du textile (51% dont 35,8% pour l'habillement), on trouve l'équipement de la maison (14,6%), l'édition (18%) et encore la parfumerie, la bijouterie, l'alimentation (fine). Une douzaine de firmes se partagent le marché des vins fins, des spécialités régionales, des produits de terroir. La moitié d'entre elles sont venus à la V.p.c. durant les 4 dernières années. Drainant une nouvelle clientèle aisée qui veut de « l'artisanal », de « l'authentique », sans craindre de trouver « son » foie gras côtoyant son dentifrice au Prisu du coin.

C'est pourquoi la Comtesse du Barry et ses pairs gardent l'esprit de l'entreprise familiale, ou bien restent dans l'ombre d'un commanditaire. Ce sont eux qui font 70 % de leur chiffre d'affaires en novembre et décembre. On comprend pourquoi. Ce sont eux, « les petits » de la V.p.c. — 200 salariés ou moins — qui ont les reins moins solides. D'abord, parce qu'ils sont spécialisés dans un produit, le plus souvent de luxe et saisonnier pour la plupart des firmes. La Guilde du disque, par exemple, qui licenciait dès la rentrée, avait ressenti la première les aléas de la conjoncture. Ensuite, parce que leurs structures financières et leur image de marque ne leur permettent pas de mettre en place un système de distribution de remplacement : la vente en boutiques — ils n'y tiennent pas, pour garder « l'image de marque » — et les commandes par téléphone.



Pourtant, ce sont les grands de la V.p.c., qui ont crié à l'écorché. Et qui ont su maintenir 30 à 35% de leur chiffre d'affaires et de leurs bénéfices, tout en lançant une opération publicitaire de 600 000 francs. En s'appuyant sur le circuit parallèle mis en place par les N.m.p.p. Cette campagne de publicité a prouvé, au-delà du rendement immédiat, 10% du chiffre d'affaires de novembre, que l'efficacité des trois grands — La Redoute, les Trois Suisses et Quelle — était sûre. Quoi qu'il arrive. « L'esprit maison » a été à l'épreuve : les cadres ont été placés à la disposition de la direction, ainsi que leur voiture et leur temps, pour les livraisons proches.

Quant aux employés ils ont, pour la plupart, été mis en chômage technique. Et, aujourd'hui, les entreprises refusent de payer les indemnités ou retiennent les « surplus » de salaires lorsque ceux-ci ont été versés intégralement en octobre et novembre — comme chez Quelle, ce qui est, vu leur situation, inadmissible : le syndicat C.g.t. du commerce sait de quoi il parle lorsqu'il affirme que « les patrons peuvent payer ». Comme est inadmissible l'attitude du gouvernement qui n'a rien fait, sinon accorder les indemnisations de chômage partiel. Alors que les employés des P.t.t. manifestaient, eux, pour défendre le bon fonctionnement d'un service public. Et, aujourd'hui, les patrons de la V.p.c. déclarent : « Nous ne pouvons plus dépendre des P.t.t. »

Chaque année, les P.t.t. distribuent pour la V.p.c. quelque 600 millions d'imprimés en petite vitesse. 30 millions de catalogues de plus de 250 grammes et 20 millions de lettres. Et encore 12 millions de colis contre remboursement. La S.n.c.f., pour sa part, transporte 5 300 millions de colis. 49 000 tonnes au total. Alors, ce qui déjà tendait à s'étendre, c'est-à-dire les livraisons par camions dans les bureaux de réception des grandes villes, ou bien les commandes par téléphone — 5% de commandes sont ainsi passées à La Redoute — va devenir le nouveau cheval de bataille de la vente par correspondance. Une manière comme une autre d'être plus rentable, et de ne plus dépendre d'un service public. Et des grèves toujours possibles.

C'est une nouvelle étape. Déjà, on pense sérieusement à multiplier ces dispositifs. Déjà Paris, Lyon, Marseille, etc. ont des correspondants, des boutiques d'exposition, des hôtesses aux renseignements, des services de commande, des enregistreurs automatiques. Et on y reste ouvert tard le soir.

Et puis l'esprit créateur, saint Boucicaut de nos chers marchands, sera, n'en doutons pas, fécond. On viendra jusqu'à déposer dans nos boîtes aux lettres ou sous nos portes — en remplacement des journaux qu'on ne lit plus — les échantillons les plus flatteurs, les photos les plus alléchantes. On entrera chez nous par la télévision et, pourquoi pas, par le téléphone. Pour que nous soyions toujours satisfaits et eux toujours remboursés.

Josette BARBIERI

L'ANNEE DU GRAND ESPOIR









Sa liseuse de marc de café habituelle était en vacances, et pourtant, il y a 12 mois tout juste, « l'Unité » n'avait pas hésité à annoncer que 1974 serait une année extrêmement importante. Pronostic confirmé. Une année à marquer d'une pierre noire ? C'est vrai que 1974 fut celle de l'inflation et du chômage, celle également du sang du Chili. Mais aussi, mais surtout, l'année où la gauche a mobilisé la moitié des Français dans l'élection présidentielle, celle du renversement de la dictature grecque, celle de l'éviction de Richard Nixon, celle de la naissance du Portugal à la liberté... D'assez jolies pierres blanches, non ?

JANVIER commence certes sous les plus noirs auspices : inflation, hausse des prix, chômage. Les mineurs de Lorraine sont en grève. François Mitterrand, dans « l'Unité », puis une déclaration des partis du programme commun, avant de proposer les solutions de la gauche, appellent les choses par leur nom : c'est une crise du capitalisme.

FEVRIER voit le Pouvoir contraint à se désavouer (Lip n'est pas « fini » et repart après le protocole négocié du 29 janvier), à affronter la colère des paysans, celle des Martiniquais, celle des grévistes de Rateau et des banques... « L'Unité » révèle les nouvelles menaces sur Concorde, et commente le colloque sur l'autogestion auquel le P.s. a participé.

En MARS, c'est « Re-Messmer »... et regrèves (Semm, Darboy, Moulinex, Chantiers de l'Atlantique, etc.). « L'Unité » fête son n° 100, publie une grande enquête « Les vrais scandales de la santé, une interview de Georges Marchais, le compte rendu du congrès de Suresnes et illustre la campagne du P.s. sur les inégalités.

AVRIL commence par la mort du président Pompidou. François Mitterrand accepte d'être candidat à l'Elysée, cependant que le gaullisme éclate et que la droite utilise les pires méthodes... avec la contribution financière du C.n.p.f., sur laquelle « l'Unité » publie ses premières révélations.

En MAI, appuyé notamment par des articles et déclarations à « l'Unité » de Pierre Mendès France, Michel Rocard, Régis Debray, Sicco Mansholt et des principaux leaders syndicaux, François Mitterrand donne à la gauche son plus grand succès électoral du dernier quart de siècle. Cependant que deux autres pays vivent des heures cruciales : l'Allemagne, avec la démission de Willy Brandt, et surtout le Portugal, où la gauche est portée au gouvernement aux côtés des militaires, auteurs du renversement de la dictature de Caetano — comme le laissait présager le mois précédent un article prémonitoire de Mario Soares dans « l'Unité ».

JUIN, c'est le mois du « plan Giscard », du nouveau gouvernement (Chirac). Mais aussi celui d'une nouvelle poussée revendicative : Mildé-Massot-Disdier, Romans, C.f.e., Usinor... Et surtout celui de la montée irrésistible du P.s. : « Des adhérents par milliers », titre « l'Unité ».

En JUILLET, le projecteur se déplace vers l'étranger : la sanglante répression au Chili et la consolidation de la résistance — soutenue ici par une Conférence paneuropéenne de solidarité — ainsi que la consolidation de la gauche au Portugal, les débuts de l'après-franquisme en Espagne et le sursaut de la Grèce qui chasse ses colonels.

AOUT, c'est en France la manifestation du Larzac, au Portugal l'heure de la décolonisation, et aux Etats-Unis la chute sans grandeur d'un Nixon rongé par Watergate.

SEPTEMBRE : la rentrée. Menaçante dans les écoles et lycées (à cause des projets du ministre Haby et du problème de l'auxiliariat), désastreuse pour les consommateurs (flambée des prix), dramatique pour les travailleurs : « l'Unité » publie un rentissant bilan, « les faillites de Giscard » (plus de 100 licenciements collectifs en 100 jours) et rend compte des grèves d'Inosaf, Senones, Titan-Coder, du « France », etc.

En OCTOBRE, « l'Unité » décrit la nouvelle poussée du P.s., qui s'est confirmée aux élections législatives partielles et qui débouche sur l'organisation des Assises du socialisme, dont elle publie le « projet de société ». « L'Unité », dans ses pages internationales, retrace aussi le « golpe » raté de la droite au Portugal (départ de Spinola) et s'assure l'exclusivité européenne des « Réflexions critiques sur le processus révolutionnaire chilien » de Carlos Altamirano. C'est enfin les premières parutions d'un document exclusif sur l'envahissement du secteur public par le privé : « Dictionnaire d'un racket ».

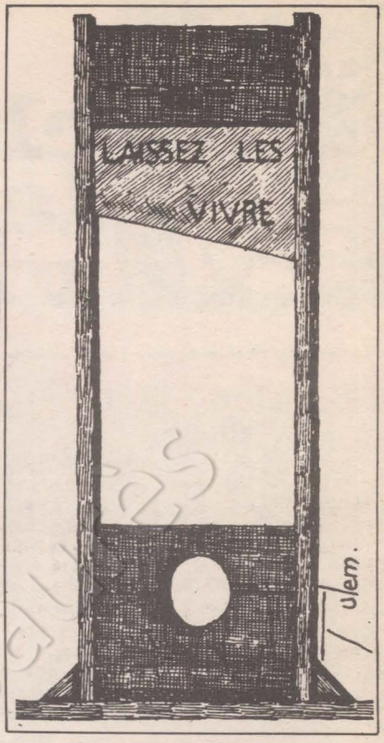
NOVEMBRE sera le mois de la mobilisation des travailleurs sur laquelle « l'Unité » publie notamment un entretien exclusif avec Georges Séguy : après la Néogravure, Gringoire, les mineurs, l'O.r.t.f., voici la grande grève des P.t.t. Le Pouvoir se débat contre elle comme il peut, empêtré qu'il est en outre par une série de scandales : le coup d'Europe I, le rapport Schwartz, l'affaire Stehlin... Et aussi par l'ampleur d'une crise économique et sociale qu'il est incapable de résoudre.

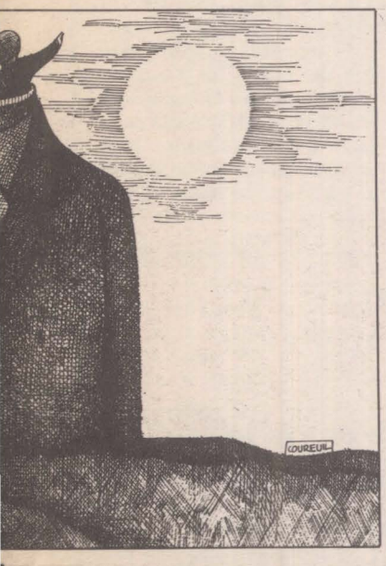
DECEMBRE, enfin : le Pouvoir pratique plus que jamais la répression (Draguignan), s'adonne aux coups de force politiques (Chirac à l'U.d.r.) et renforce sa mainmise sur l'information en donnant le coup de grâce à l'O.r.t.f. Mais déjà sa majorité, à l'occasion du vote libéralisant — enfin — la législation sur l'avortement, a éclaté. Et il sait bien que, plus que jamais, il a les forces populaires contre lui.

Car ce bref panorama de 1974 ne rend compte que des événements qui ont fait la « une » des journaux. Mais l'essentiel n'y est qu'effleuré : l'obscur travail des militants, les « petites » actions lancées ici ou là contre l'injustice et le mensonge, l'inlassable activité de tous ceux qui ne se résignent pas. Et qui seront plus nombreux encore en 1975 qu'en 1974. 1975 sera, renouvelé, le grand espoir de mai dernier, lorsque François Mitterrand disait, au soir du 2e tour : « Hier n'existe plus ».

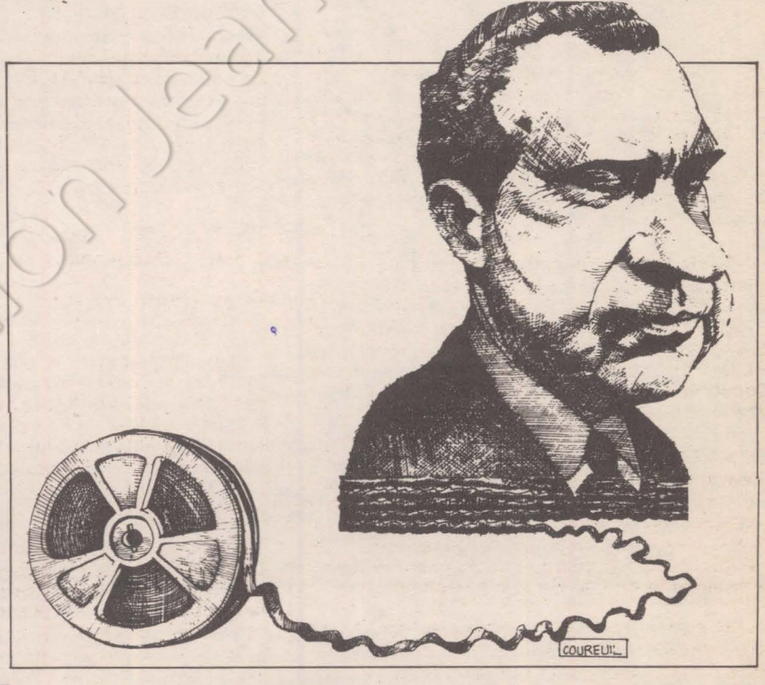


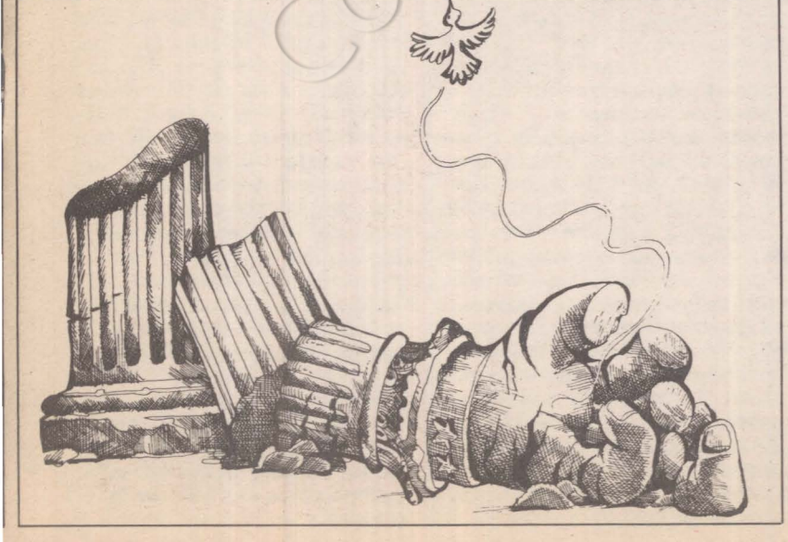














Coll. Formation Jean-Jaurès

changer la vie culturelle

Télévision
LES CONFESSIONS DE CLAUDE SANTELLI

Santelli donc s'est attaqué à Musset. Il a porté au petit écran ces « Confessions d'un enfant du siècle » qui valurent à son auteur d'être vilipandé par les bien-pensants au moment de leur parution. L'œuvre pourrait sembler anodine aujourd'hui. En est-on bien sûr ? La première partie diffusée jeudi dernier et celle qui le sera ce samedi 28 décembre (20 h 30, 1ère chaîne) ne sont-elles que littérature ? Claude Santelli pense tout au contraire que ce Musset-là vaut encore pour notre siècle : « Il existe une parenté entre les enfants de Musset et ceux d'aujourd'hui. J'ai voulu donner aux télespectateurs l'image d'une jeunesse assez semblable à la nôtre : entre les jeunes drogués du XXe siècle et les débauchés de Musset, le cousinage n'est pas très éloigné. Cela dit, les confessions ne sont pas que cela. C'est aussi un livre fort sur l'amour constructeur et destructeur, sur la jalousie vue d'une façon remarquable... J'espère avoir démontré que le romantisme n'est pas une attitude mièvre mais au contraire une lutte sombre et dramatique. Ce qui nous rapproche de notre temps. »

Théâtre
REVANCHE D'UN ENFANT

La bourgeoisie de M. Thiers ne pouvait se contenter de faire payer la défaite de 70 aux Communards. Elle voulait aussi sa « revanche sur les Prussiens ». C'est dans l'atmosphère de ce vieil ordre moral puant et fanatique que Victor atteint ses neuf ans. Et il n'a pas du tout l'intention de se préparer pour une boucherie hypocritement appelée « patrie en danger ». Cet enfant prodige paraît monstrueux à sa famille justement parce qu'il refuse les tares, la bêtise et l'horreur du monde qui l'a vu naître. Non content de se défendre contre la bouffonnerie grossière de son entourage, Victor va passer à l'attaque. Tel est le schéma de « Victor ou les enfants au pouvoir » de Roger Vitrac. Pièce scandaleuse s'il en est. Et aujourd'hui encore ! Parce que Victor s'en prend essentiellement aux valeurs et aux idées de la classe bourgeoise... qui n'ont guère changé depuis un siècle. Parce que le spectacle démarre comme un vaudeville anodin... et se termine en hécatombe blasphématoire, en cauchemars patriotiques, en gangrène morbide, en vacarme insoutenable. Il suffit qu'un enfant « ne joue pas le jeu » et la paix sociale fout le camp ; et la dérision devient rituel. « Poilus de Verdun vous êtes des clowns cocus ! » La terrible lucidité de Victor éclaire d'une lumière impitoyable la violence sous-jacente à tous les rapports humains en système capitaliste. C'est aussi cruel et limpide qu'un film de Bunuel. Cette pièce de Vitrac n'est pas encore ridée... Pour qui ne la connaît pas, la mise en scène de Régis Santon au Théâtre Essaïon (6 rue Pierre-au-Lard, Paris 1er) est un rendez-vous à ne pas manquer. Quel splendide jeu de massacre !

J.P.L.

Action culturelle
LA M.c. 93 MENACEE

Ouverte en octobre dernier, la Maison de la Culture de la Seine-Saint-Denis vient déjà de prendre un mauvais coup... de la part du secrétariat aux Affaires culturelles bien sûr. Au cours de la réunion du Conseil d'administration de la semaine dernière, les représentants du ministre ont annoncé deux graves amputations : le budget de réalisation-construction serait réduit de 2 millions de nouveaux francs ; le budget fonctionnement disposerait de 250 000 francs de moins que ne l'avaient souhaité la direction et l'association de la M.c. Les subventions des maisons de la culture étant, aux termes de la loi, accordées à parité entre l'Etat et les collectivités locales, le Conseil général se trouve donc dans l'obligation légale de donner également 250 000 francs de moins à sa propre Maison de la Culture ! Si l'on ajoute les 100 000 francs de perte sur recettes qui en découle, le budget de fonctionnement de la M.c. 93 pour l'année 1975 se trouve donc « allégé » de 600 000 francs ! Les différentes antennes de la M.c. sont également touchées : le Centre dramatique national d'Aubervilliers ne bénéficie d'aucun réajustement budgétaire, opération qui aurait pu compenser l'inflation et l'augmentation des prix des matières premières (bois, papier, etc.) et des charges salariales ; le Théâtre Gérard Philippe de Saint-Denis, transformé juridiquement en Centre dramatique et musical, ne dispose pour 1975 d'aucun crédit ! Le ministère crée des fantômes... Et, dans le même temps, assassine des réalités : la maison de la Culture d'Angers vient d'être fermée ; la Comédie de Saint-Etienne n'existera plus le 1er avril prochain, puisque son directeur, Pierre Val, est limogé ; le Théâtre des 2 Portes risque de tirer définitivement son rideau, Michel Guy n'ayant pas jugé utile de reconsidérer sa situation financière ; Ariane Mnouchkine et le Théâtre du Soleil ne tiennent bon que grâce aux spectateurs qui, en achetant leurs billets à l'avance, ont littéralement produit le spectacle en cours de répétition. Jeu de massacre à suivre...

Cinéma
L'ARNAQUE AU TITRE

Tati, Polanski, Eustache... On sort enfin de ce « désert » cinématographique d'avant-fêtes qui, faute de nouveaux films de qualité, a permis toutes les astuces. Parce que le public, à juste titre, aime Michel Constantin, on a spéculé sur le succès jadis des « Grandes gueules » pour titrer « Deux grandes gueules » une production avec le même Constantin. Pareillement, la classe et la finesse de Joëlle Cœur justifient-elles qu'on resserve sous un titre différent (« Bacchanales sexuelles », pas moins) son film précédent, en américanisant en outre le nom du réalisateur ? Tout comme on n'hésite pas à diffuser avec une publicité de film porno un film comique — raté — qui n'a pas « marché » comme tel aux Etats-Unis : « Sweet love », d'Eduardo Cemano, un sous-sous-Woody Allen... Pas un fabricant de macaronis n'oserait se moquer ainsi de ses consommateurs et de la législation commerciale. Mais quand il s'agit de spectateurs de cinéma, les boutiquiers ont tous les droits.

Prix
LAURIERS INUTILES

Comme les maréchaux d'Empire décernaient au soir des batailles des décorations à titre posthume (c'est-à-dire un peu tard), de la même façon Michel Guy, secrétaire d'Etat à la Culture, distribue des prix à des célébrités (c'est-à-dire vraiment tard). Il vient de rendre publics cinq « Grands prix nationaux des arts et lettres ».

Les lauréats sont Jean-Louis Barrault pour le théâtre, Abel Gance pour le cinéma, Alexander Calder pour les arts, Betsy Jolas pour la musique et Marguerite Yourcenar pour les lettres. On peut à la rigueur admettre que ces deux dernières tireront profit de cette distinction, qui appellera momentanément sur elles l'attention du grand public. Mais Barrault, Gance et Calder ont-ils besoin de médailles ? On savait le jugement de Michel Guy peu sûr.

Il vient de le confirmer : pour éviter de se tromper, il a choisi des artistes qui sont encore vivants, certes, mais qui sont déjà presque entrés dans la légende.

Etats-Unis

LES BUS DE LA HAINE

Le ramassage scolaire par bus, système mis en place pour accélérer l'intégration raciale, provoque la violence et la haine à Boston.

De notre correspondant

La traînée de violence qui s'est répandue ces deux derniers mois dans les rues de Boston, Massachusetts — au nord-est des Etats-Unis — semble s'être quelque peu apaisée. Après avoir fait une centaine de blessés et conduit la police à pratiquer de nombreuses arrestations, elle oblige aujourd'hui encore les forces de l'ordre à camper dans la ville, où l'on redoute à chaque instant de nouvelles manifestations de colère raciale.

Car, si le ton a baissé, les rues n'en ont pas pour autant retrouvé leur rythme habituel. Et la ville aux traditions universitaires les plus prestigieuses des Etats-Unis offre à la vue du visiteur les stigmates de son malaise. Dans Southie, le quartier des Blancs de souche irlandaise, le bastion « dur » du sud de Boston, on guette avec haine le Noir qui commettrait l'imprudence ou la folie de s'aventurer dans sa périphérie. Dans Roxbury, le ghetto noir, on traque les passants blancs qui ont le malheur de s'attarder à ses abords. Aussi, depuis que l'envoi de renforts militaires leur a été refusé, les autorités municipales craignent de voir ce conflit s'achever de manière encore plus brutale qu'il n'a commencé.

C'est une décision de la Cour du Massachusetts qui est à l'origine des semaines troublées que la ville a vécues. Artisan d'un plan de déségrégation des écoles, le juge fédéral Arthur Garrity Jr, après avoir mis au point un système adapté, le « busing » (ramassage scolaire par autocars), rend applicable une mesure qui oblige 8 000 élèves à s'inscrire dans des écoles éloignées de leurs domiciles. Le but : mélanger au maximum les populations noires et blanches. Mais ce mélange forcé provoque des réactions.

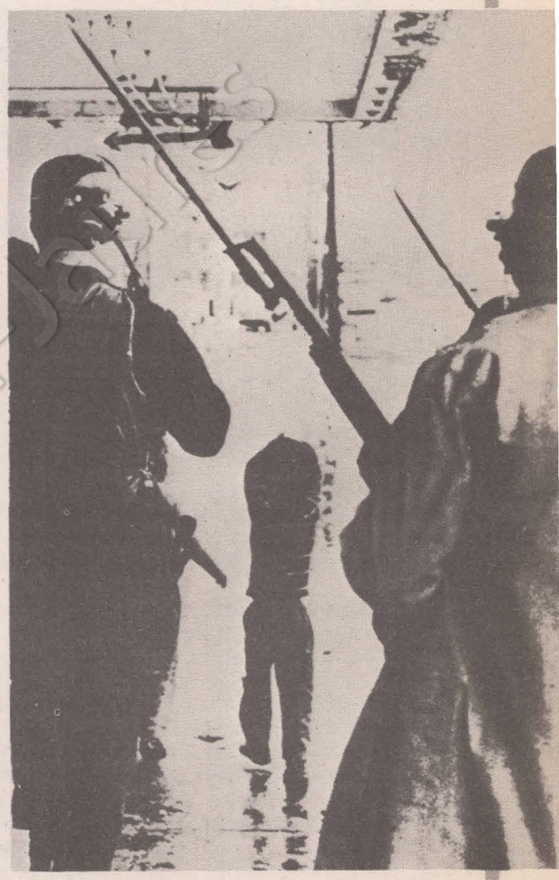
Mécontents, les parents d'élèves boudent la rentrée des classes. « C'est une mesure trop risquée, expliquent-ils, car elle oblige nos enfants à traverser des quartiers dangereux. » Les parents blancs ont peur. Ils justifient leurs craintes par les statistiques de police, qui exposent de façon alarmante l'importance du taux de délinquance touchant les quartiers noirs. Au sénateur démocrate du Massachusetts, Ted Kennedy, appelant au calme et à la raison, les habitants de Boston répondent par des jets d'oeufs et de tomates. Leur mécontentement grandit. Des manifestations contre l'arrêté du juge Garrity sont organisées. Commencées dans le calme, elles échappent peu à peu au contrôle des associations organisatrices et dégénèrent en émeute. La police, essayant de briser le mouvement qui se développe, pénètre dans l'un des points. de ralliement des manifestants blancs de Southie et y fait une dizaine de blessés et plusieurs milliers de dollars de dégâts. Nouvelle manifestation. Un passant noir est pris en chasse et son lynchage n'est évité que par l'intervention brutale des forces de sécurité.

A Roxbury,la réplique est immédiate : attaques de passants et viol d'une jeune fille. Dans une atmosphère de crainte et de violence, la politique de déségrégation écrit à Boston un nouveau chapitre d'une histoire depuis longtemps remplie d'injustices et de sang. Car la lutte pour l'intégration raciale n'est pas un phénomène nouveau. Commencée vers les années 50, politique à l'époque de l'administration Eisenhower, elle a occupé la scène de ce dernier quart de siècle. Son objectif : abattre les clivages raciaux qui bloquent le développement de la société. Ses moyens : par le « busing », ouvrir aux élèves noirs les portes des écoles blanches.

L'ouverture de ces portes, dans les Etats du Sud en particulier, ne se fait pas sans heurts. On se souvient de l'Arkansas de 1950, lorsque Eisenhower, mis au défi par le gouverneur de l'Etat, dut envoyer 10 000 soldats. Ou de l'Alabama une dizaine d'années plus tard, quand Kennedy fut obligé de faire protéger la rentrée scolaire par les fusils de la Garde nationale. Les émeutes se succèdèrent ainsi et seule la force de l'armée fut capable de briser la résistance des « petits blancs ».

La violence d'alors était une violence blanche. Par réaction celle qui enflammera quelques années plus tard les quartiers miséreux de Los Angeles, Washington ou Chicago, sera noire. Parallèlement, la population de couleur s'éduque et s'organise. Des stations de radio, des magazines télévisés et des hebdomadaires se créent. Fait par des Noirs, ils sont destinées à une clientèle noire. Hors des écoles théoriquement « intégrées », mais pratiquement « réservées », une nouvelle culture noire américaine va se développer. Une culture de rue. Une mode et un style qui sentent le chewing-gum aux fruits, qui prennent les accents des acteurs de télé, le déhanchement des ballets modernes et le rythme de la « soul music ». Une culture qui tourne vers l'Afrique son besoin d'Histoire et de fierté.

Cette culture, les jeunes Blancs de Southie la plagient avec dérision. Dans la rue, un grand type blond, au milieu d'une assemblée amusée, marche en se déhanchant : « Yeah ! Je suis un nègre. Vous connaissez ? Je rigole bien. Je vais toucher mon chômage et m'offrir du bon temps ». Rires, applaudissements. La parodie a son public. Dans ces cris d'approbation, c'est une partie de l'Amérique qui rit et applaudit, c'est une partie de l'Amérique qui épuise ses forces dans une bataille d'arrière-garde. Et, ce qui est plus inquiètant, c'est une partie de sa jeunesse qui s'y retrouve.



Cette bataille, celle de l'intégration, est loin d'être gagnée. Refusée par les Blancs, rejetée par les Noirs, elle garde la couleur d'un avenir incertain. A Boston, même si on refuse de se l'admettre, on sait que le « busing » n'est qu'un élément infime d'une évolution irréversible. La question est de savoir quand les deux communautés pourront cohabiter. En dissociant les Blancs des Noirs, la société américaine a, du même coup, mélangé les « bons » et les « mauvais ». Et cela ne va pas faciliter les choses. Car le temps n'est plus où, pour régler un conflit de ce genre, on éliminait purement et simplement l'un des camps en présence.

FREDERIC GEISWEILLER

PENTAGONE: MOURIR POUR LE PETROLE ?

Les Etats-Unis interviendront bientôt militairement au Proche-Orient. Au début, ce n'était qu'une rumeur. Et il était impossible d'en déterminer l'origine. Mais, dans ces diners en ville bien parisiens où se côtoient hauts fonctionnaires, industriels et hommes politiques, le sujet est vite devenu inévitable. Certains allant même jusqu'à préciser la date à laquelle cet événement surviendrait : avril ou mai 1975. Et puis, peu à peu, la rumeur a gagné d'autres cercles. Le Conseil national du patronat français, par exemple.

François Ceyrac a ramené d'un voyage de quelques jours aux Etats-Unis une vision fort pessimiste de l'avenir du « monde occidental ». Lors d'une réunion tenue, il y a quatre semaines, au siège du C.n.p.f., il a développé cette analyse, en rendant compte de son entretien avec le secrétaire d'Etat américain à la Défense, James R. Schlesinger. Selon celui-ci, explique le patron des patrons français, le Pentagone considère l'arrivée de Yasser Arafat et de l'O.l.p. aux Nations unies comme un « Munich diplomatique ». Le pétrole a atteint pour les U.s.a. un prix plafond. Et tout nouveau conflit entre Arabes et Israéliens aboutirait à une une intervention militaire américaine pour défendre ses intérêts pétroliers. Et sauver de la faillite les économies occidentales.

Une petite guerre — fraîche et joyeuse sur le papier — pour les strateges en chambre, il y a là de quoi discuter pendant des heures. Mais de quoi s'agit-il au juste ? Car il est difficile d'apprécier, dans ces rumeurs, ce qui est petit jeu de société et réalité. Commençons par le plus simple.

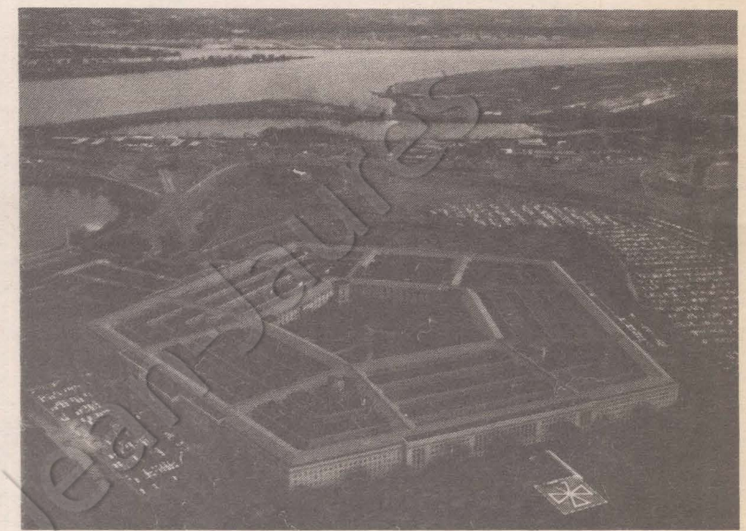
Le Pentagone travaille bien sur des plans d'opérations militaires au Proche-Orient. Et il l'a fait savoir officieusement. Première trace : dans un article de « U.s News World and Report », un hebdomadaire fort conservateur, paru il y a quatre semaines. L'auteur de cette enquête, trop bien informé pour ne pas avoir eu accès à des sources du secrétariat d'Etat à la Défense américaine, y précise que trois divisions, soit 60 000 G.is, sont prêtes à agir au Proche-Orient. La « deuxième force amphibie des Marines » a déjà subi un entraînement approprié dans le désert de Californie : ces manœuvres avaient reçu le nom de code de «Petroland ». De même que la 82e division aéroportée, stationnée au Texas.

Des plans à la poubelle

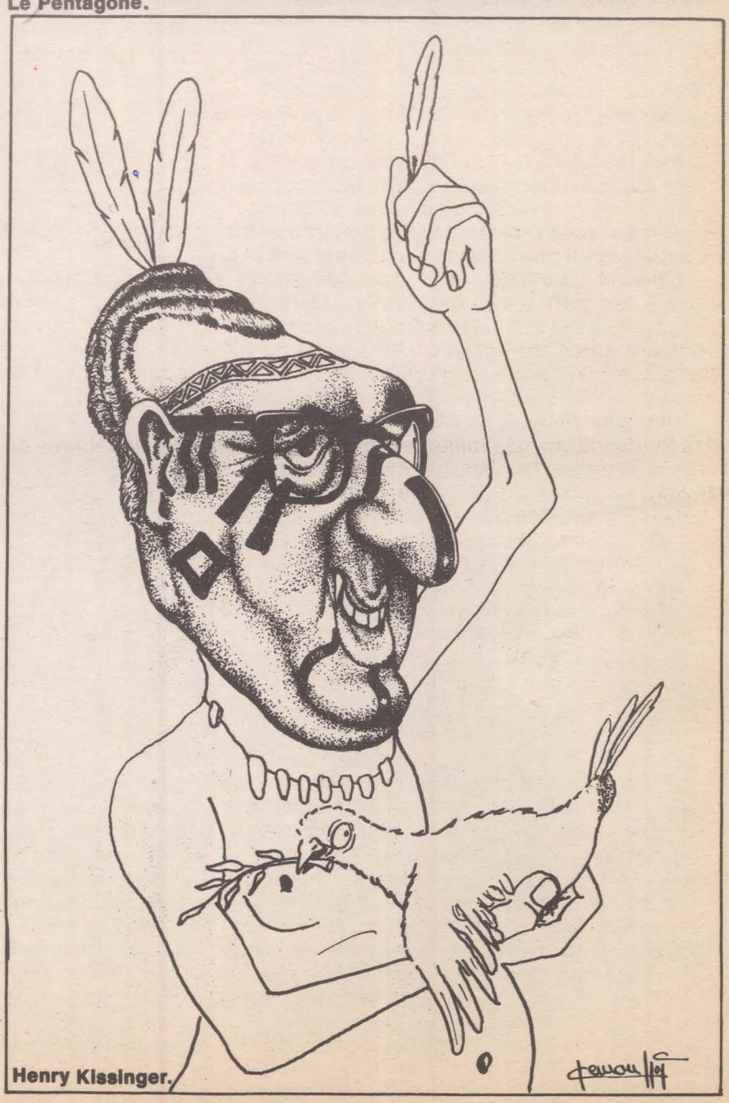
Et puis, ceux qui ont la curiosité d'étudier de près les mouvements de l'U.s. Navy dans cette partie du globe constatent que ces activités s'y sont considérablement renforcées. Lundi 25 novembre, un communiqué officiel du Pentagone annonce que le porte-avions « Constellation », accompagné des escorteurs « Berkeley » et « Cocherane », a pénétré dans la zone comprise entre le golfe Persique et l'océan Indien. C'est la première fois depuis 1948 qu'un porte-avions américain navigue dans ces eaux. Le samedi 14 décembre, c'est au tour du contre-torpilleur « Elmer Montgomery » d'entrer dans le port jordanien d'Akaba, sur la mer Rouge, pour une visite dite « de courtoisie ».

Pour acquérir ce présent, il faut, pour un temps, revenir au passé. Lors de la guerre d'octobre entre Arabes et Israéliens, le premier geste militaire du Pentagone fut d'envoyer une flotte dans le golfe arabo-persique autour d'un autre porte-avions de la Navy, le « Hancock ». Ainsi, l'axe de ces rumeurs se précise-t-il: Si intervention militaire américaine il doit y avoir au Proche-Orient, elle sera axée autour de la Marine avec ses forces aéronavales et ses commandos de Marines. A l'âge des fusées et des missiles intercontinentaux, cette stratégie peut paraître curieusement anachronique. Elle n'est pas sans rappeler l'époque des canonnières occidentales pour la Chine impériale.

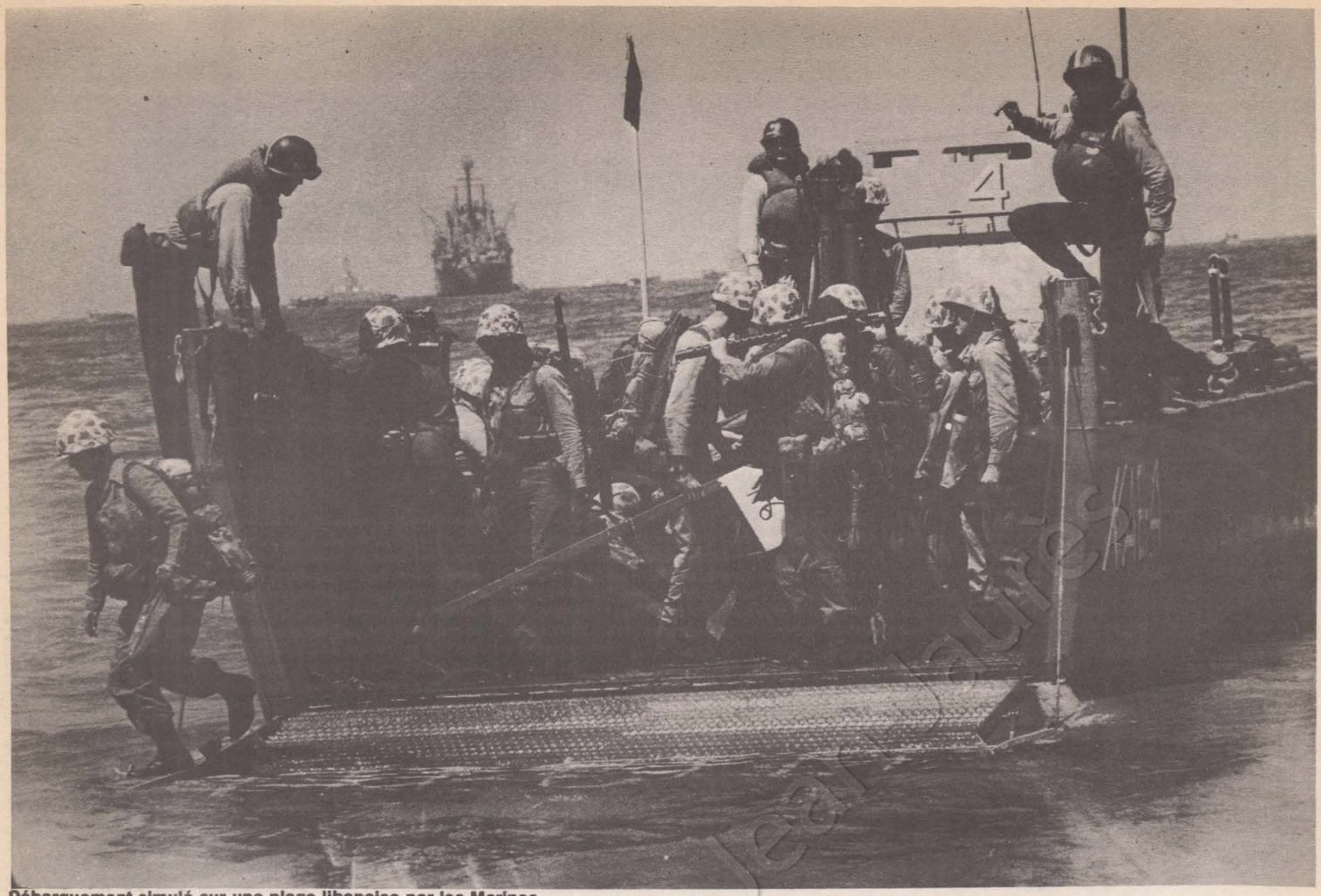
Mais ce n'est là que paradoxe apparent. Pour s'en convaincre, il suffit de parcourir, même rapidement, les documents budgétaires américains pour l'année 1974. On y découvre que l'U.s. Navy a obtenu 3,92 milliards de dollars de crédits pour la construction de nouveaux bâtiments. Et que ses dépenses totales, soit 28 milliards de dollars, dépassent largement celles des deux autres armes. En comparant avec les années précédentes, les résultats sont encore plus probants :



Le Pentagone.



Henry Kissinger.



Débarquement simulé sur une plage libanaise par les Marines.

Pour défendre les intérêts pétroliers de l'Occident, le Pentagone serait prêt à faire la guerre. En tout cas il la prépare !

le budget « investissements » a augmenté de 30% par rapport à l'exercice 1973. Et il atteint un niveau jamais vu depuis 1945.

L'amiral Zumwalt, chef des opérations navales américaines jusqu'à ces derniers mois, justifiait, dans une interview, ces choix budgétaires. Selon lui, les difficultés rencontrées par le corps expéditionnaire américain de 500 000 G.is au Sud-Vietnam prouvent que seuls l'U.s. Navy et ses corps de Marines « peuvent être les forces utiles dans les conflits futurs ».

Une telle analyse, de tels propos se retrouvent fréquemment dans des interventions des militaires lors des discussions budgétaires devant le Sénat ou la Chambre des Représentants. Pour eux, les U.s.a. doivent accélérer les plans de construction navale pour s'implanter solidement dans les zones maritimes dites stratégiques. C'est à ce prix que les troupes américaines retrouveront une efficacité maximum et que seront évitées les erreurs commises au Vietnam. Cette tendance ne date pas d'hier.

Dès 1971, le Pentagone a dû jeter à la poubelle les plans stratégiques qui imposaient l'utilisation de forts effectifs militaires et faisaient appel au contingent. Pour s'en convaincre, il suffisait pour les experts de se souvenir de ces bataillons entiers en proie à l'agitation antimilitariste dans les rizières ou dans la jungle vietnamiennes. Il leur fallait donc se retourner vers une stratégie fondée sur les corps professionnels à haut niveau technologique, comme les Marines et l'U.s. Navy.

Autre argument avancé par les tenants de cette thèse : en mettant, un tel système au point, qui combine marine, aviation et troupes embarquées,les Etats-Unis peuvent intervenir dans les points chauds du globe sans dépendre du bon vouloir de leurs alliés. Une flotte ne saurait être expulsée par un changement de régime ou d'alliance, comme ce fut le cas en 1970 pour les bases aériennes américaines en Libye, ou pour les installations britanniques de Malte. Avec un Congrès toujours soucieux de limiter les sorties de dollars et qui rechigne depuis longtemps devant le montant de la note à payer pour l'entretien des bases américaines en Europe, les militaires tenaient là un solide argument.

Pour arracher ces crédits, il ne leur restait plus qu'à jouer sur la sempiternelle peur des « rouges » et à insister sur la disproportion entre marines américaine et soviétique *(voir notre encadré)*. Leur but était atteint. Et l'U.s. Navy a pu publier ces nouveaux plans d'équipements.

En 1975, les Etats-Unis mettront donc en chantier un porte-avions de 15 000 tonneaux, 7 destroyers et 7 frégates de patrouille. Mais, dès cette année, ils disposeront d'un nouveau type de bâtiment avec l'U.s.s. « Tarawa », le premier navire de guerre spécialement construit pour les opérations de débarquement héliporté. Il s'agit d'un navire de 40 000 tonneaux qui transporte 2 000 Marines avec leur équipement complet et des véhicules terrestres. Cinq autres unités de ce type sont actuellement mises en chantier. Soit un investissement de 160 millions de dollars pièce.

Ainsi, ce plan de développement de l'U.s. Navy ne concerne pas les grosses unités maritimes d'un type classique. Mais il lui donne par contre les moyens d'opérer partout dans le monde. Et lui permet de s'acquitter de trois tâches : intervenir rapidement pour empêcher le Congrès américain de paralyser ces initiatives militaires ; frapper fort et vite pour éviter toute extension du conflit qui obligerait les Soviétiques à agir ; et s'appuyer sur des unités peu nombreuses et peu perméables à la propagande antimilitariste et pacifiste. Tout en évitant les réactions d'une opinion publique qui n'aime guère voir ses boys mourir à quelques milliers de kilomètres de leur pays.

En 1972, le commandant des Marines, Robert Mac Farlane, présentait ainsi cette nouvelle stratégie : « La collaboration de la Navy et des Marines, en assurant une présence constante de forces prêtes à l'action, est la seule capable de démontrer de façon tangible la détermination des Etats-Unis de tenir leurs engagements en matière de défense, que ce soit en restant en mer ou en débarquant pour affronter l'adversaire ». Ainsi, ce qui n'était au début de notre enquête que rumeur devient, quand on regarde de plus près la réalité, possibilité technique et militaire.

Le plus gros employeur

Le dossier pouvait se refermer là, quand un article de l'hebdomadaire américain « Newsweek » est venu relancer le débat. Aux termes d'un travail très minutieux, Arnaud de Borchgrave y lance un nouveau pavé dans la mare. Selon lui, les milieux dirigeants de Washington n'apprécient plus de la même manière la situation internationale. A la question : « Les U.s.a. doivent-ils se préparer à la guerre au Proche-Orient ? », deux types de réponse. Pour le secrétaire d'Etat à la Défense, oui, évidemment ; pour Henry Kissinger, au contraire, des possibilités de paix existent réellement. Rien ne doit venir les entraver. Et

→

LES FORCES NAVALES AMERICAINES ET SOVIETIQUES

	Etats-Unis	Union soviétique
SOUS-MARINS	115	315
— porteurs de missiles balistiques	41	62
— autres	74	253
BATEAUX DE COMBAT EN SURFACE	174	221
— porte-avions	14	0
— porte-hélicoptères	0	2
— croiseurs	7	29
— destroyers équipés de missiles téléguidés	29	43
— destroyers de type classique	33	39
— frégates /escorteurs	91	108
PETITES UNITES DE COMBAT	23	1 200
— patrouilleurs	14	430
— dragueurs de mines	9	260
— autres bâtiments	0	510
BATEAUX AMPHIBIES	65	100
BATEAUX DE SOUTIEN	135	1 140
APPAREILS DE L'AERONAVALE (AVIONS, etc).	6 260	1 200
EFFECTIFS COMBATTANTS ET AUTRES	562 000	470 000

surtout pas une diplomatie de la canonnière qui ne fera qu'ajouter de l'huile sur le feu et maintenir les pays arabes dans l'intransigeance.

Cette divergence d'appréciation entre le secrétaire d'Etat à la Défense et le conseiller spécial pour les affaires internationales du président Gerald Ford ne s'est pas cantonnée à Washington. Elle a rapidement atteint les milieux de l'Otan. Lors de sa dernière visite à Bonn, Schlesinger a insisté auprès des dirigeants allemands pour que l'U.s. Air Force soit d'ores et déjà autorisée à utiliser les bases aériennes et navales de la R.f.a., en cas de conflit au Proche-Orient. Le problème, pour les U.s.a., est essentiel, il est vrai. Pour ravitailler les troupes israéliennes, ses avions cargos doivent faire une escale de ravitaillement en kérosène soit aux Açores, soit en Grèce, soit encore en Allemagne. Les changements de régime à Lisbonne et à Athènes inquiètent fort le Pentagone et lui imposent de chercher des bases « sûres ». Reste donc la R.f.a. Bien entendu, le Chancelier allemand a refusé de s'engager.

Mais lorsque, une semaine plus tard, il a rencontré Ford à Washington, Helmut Schmidt a, de lui-même, abordé ce problème. Et a insisté pour que les U.s.a. cherchent une solution pacifique au conflit du Proche-Orient. Une façon habile de signifier aux jusqu'au-boutistes du Pentagone que l'Allemagne de l'Ouest refuse pour l'instant de s'attacher ce boulet au pied.

Ne manque encore qu'un élément à ce dossier : quel est le poids du Pentagone par rapport au Département d'Etat ? C'est-à-dire qui, de Kissinger ou de Schlesinger, peut arracher une décision ? Et dans quel sens ?

Si l'on compare le nombre des employés, le département d'Etat ne pèse pas lourd : 27 000 fonctionnaires contre 4 000 000 au Pentagone. Soit en termes budgétaires pour l'exercice 1971, 400 millions contre 80 milliards de dollars. Peu à peu, le Pentagone a su se construire le plus formidable lobby de tout le système politique américain. Rien que pour le Congrès, il dépense 4 millions de dollars et salarie 340 fonctionnaires civils et militaires. Et il n'hésite pas à entretenir un service de relations publiques qui emploie 2 800 fonctionnaires permanents.

Au niveau de l'économie américaine, les statistiques deviennent impressionnantes. Le Pentagone est le plus gros employeur, la plus riche entreprise, le plus puissant acheteur, le plus important propriétaire terrien des Etats-Unis. Il contrôle le plus grand réseau de radio et de télévision du monde et demeure son éditeur le plus productif. Dans un livre paru en 1971, un journaliste de l'Agence France-Presse, Claude Moisy (1), décrivait cette puissance et démontait « la saisie progressive, la digestion lente et presque inexorable de la société publique américaine par le dévorant complexe militaire industriel ». En 1974, ce constat est plus que jamais d'actualité.

Ainsi, le petit jeu des rumeurs n'est pas une macabre plaisanterie. Ni une simple vue de l'esprit. Le risque existe bel et bien. Il ne manque qu'une occasion. Mais cela est une autre affaire.

NICOLAS BRIMO

Claude Moisy : « L'Amérique sous les armes », Editions du Seuil, 1971 « Les forces armées mondiales » Notes et études documentaires, La Documentation française, 1971 ; Michael T. Klare : « La stratégie navale des Etats-Unis », « Le Monde diplomatique » août 1974 ; Douglass Cater : « Qui gouverne à Washington ? » Editions du Seuil, 1964 ; Seymour Melman : « Pentagon Capitalism », Mac Graw Hill Books, 1971.

Abonnés arrivés à échéance réabonnez-vous sans tarder

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE

41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à 70 F [ ]
normal d'un an à 120 F [ ]
de soutien à 150 F [ ]
de soutien à 200 F [ ]

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire [ ]
par chèque postal [ ]
ou virement au C.C.P. L'Unité 3034980 La Source [ ]

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES
Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

L'unité

Rédaction : 5, rue Viollet-le-Duc
(Paris-9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Michèle Backmann, Josette Barbieri, Nicolas Brimo, Robert Butheau, Christine Cottin, Maurice Fabien, Yann Fitt, Georges Frameries, Claude Fuzier, Jean Montagnard, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Jean-Loup Revérier, Jean-Claude Rieu, Maurice Séveno, Antoine Violet.

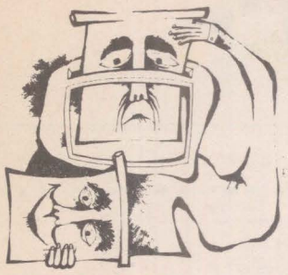
MAQUETTES - DESSINS
Jean-Pierre Coureuil. Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

AVEC LA COLLABORATION DE
François-Régis Bastide, Pierre Bérégovoy, Roger Bordier, Pierre Bourgeade, Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Lionet Jospin, Pierre Joxe, Emile Loo, Louis Mermaz, François Mitterrand, Didier Motchane, Henri Noguères, Bernard Pingaud, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddéi.

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Régie Publicitaire, 2, rue du Cygne, Paris-1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Spectacles : France-Lafayette, 10, rue Bleue, Paris-9e. Tél. 523.10.35 ((Jean-Pierre Lemaire)
Directeur de publication : Michel Lecornet
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité

Imprimerie d'Hebdo-T.C. 76 - Yvetôt

Au risque de vous plaire



Télévision

1ère CHAINE

*** Chéri Bibi (tous les jours à 20 h 15).**

Ce héros tout à la fois grotesque et émouvant, cet enfant de Gaston Leroux aussi célèbre, il y a quelques décennies, que le journaliste Rouletabille, a enfin droit au petit écran. En quarante-six épisodes.

*** Rencontre avec l'amour, par Maurice Frydland (vendredi, 21 h 30).**

Par l'auteur déjà d'un mémorable portrait d'Orson Welles, une évocation-puzzle à base de chansons, de textes, d'extraits de films...

*** La cloche tibétaine (derniers épisodes vendredi et lundi, à 20 h 35).**

Une série d'aventures inspirées par le périple organisé par André Citroën en 1931 : la traversée de l'Asie centrale en auto-chenilles. Une histoire vraie, mais romancée à la manière de Jules Verne.

*** Les confessions d'un enfant du siècle, d'Alfred de Musset. Réalisation de Claude Santelli. Avec Sami Frey, Marie-Christine Barrault et Michel Lonsdale (2e épisode samedi à 20 h 35).**

Amour, passion, jalousie et mort : les quatre étapes du « mal du siècle », de la maladie d'une jeunesse bourgeoise à qui la société louis-philipparde n'avait proposé aucun idéal. *(voir page 10).*

*** La croisière jaune, un film de Sauvage (dimanche à 17 h 05).**

Un reportage filmé de 1931 qui fut l'une des grandes dates du documentaire, sur l'expédition Citroën en Chine également évoquée dans le feuilleton « La cloche tibétaine ».

*** Les demoiselles de Rochefort, un film de Jacques Demy (dimanche à 20 h 50).**

Une des très rares approches françaises de la comédie musicale — hélas pas adaptée au petit écran — avec les jumelles Deneuve-Dorléac et les mélodies de Michel Legrand.

*** Rétrospective 1974 (lundi à 21 h 35).**

Les événements de l'année vus par la « une ».

*** Show Henri Salvador (mardi à 20 h 35).**

En attendant les huîtres.

*** Les portes de la nuit, un film de Marcel Carné (vendredi à 20 h 35).**

Les vrais débuts d'Yves Montand dans un film plus attachant que réussi. Seuls les dialogues de Jacques Prévert et la musique de Joseph Kosma ont du génie. C'est là que naît — jouée à l'harmonica par Jean Vilar et fredonnée par Montand — les fameuses « Feuilles mortes ».

2e CHAINE :

*** Caricature et politique (vendredi à 14 h 30).**

Au cours d'une émission sur les dessinateurs, Gaston Defferre, Jacques Duclos et Michel Jobert réagissent à la question « Aimez-vous être caricaturé ? »

*** Le pain noir, de Serge Moati. D'après le roman de Georges-Emmanuel Clancier (les 27, 30 décembre et 3 janvier, à 20 h 30).**

Aucune référence, aucun superlatif à chercher. On n'a jamais rien vu de tel à la télévision française.

*** Les cirques du monde, de Jean Richard et Jean-Paul Blondeau (tous les jours jusqu'au 2 janvier, à 18 h 30).**

Des troupes anglaises, hongroises, suisses, allemandes. Un véritable tour du monde des chapiteaux. En un temps où le cirque est moribond.

*** Mon ami Guignol, de Pierre Willemin (les 27, 28, 29, 30, 31 décembre, 1er, 2 et 3 janvier).**

Emission pour la jeunesse, certes. Mais pourquoi les adultes la bouderaient-ils ?

*** Pierre Boulez au pupitre (vendredi à 22 h 15).**

Le compositeur-chef d'orchestre dirige Schumann, Boulez, etc.

*** Une école pas comme les autres (samedi à 22 h 05).**

Cette émission sur la Maîtrise de l'O.r.t.f. a des allures de provocation alors que l'Office saborde ses formations musicales (voir le précédent numéro de « l'Unité »).

*** La coupe du monde de football (dimanche à 16 h 45).**

Une synthèse filmée de l'événement sportif n° 1 de l'année.

*** L'impossible M. Bébé, un film de Howard Hawks (dimanche à 22 h 40).**

Cary Grant et Katharin Hepburn à leur sommet dans la plus éblouissante des comédies américaines. Quel régal !

*** Rétrospective 1974 (lundi à 22 h 10).**

Les événements de l'année vus par la « deux ».

*** Casino Royale, un film de John Huston (mardi à 23 h 50).**

Un réjouissant pseudo-James Bond, avec un final délirant.

*** Ondine, de Jean Giraudoux (mercredi à 20 h 35).**

Par les Comédiens-français.

*** Otello, de Verdi (jeudi à 20 h 35).**

Roger Benamou derrière ses caméras. Von Karajan dans la fosse d'orchestre. Beaucoup de raisons d'espérer une grande soirée lyrique. On risque pourtant d'en sortir fourbu, écrasé... par le style hollywoodien de la production.

3e CHAINE :

*** « Dancing time », la 2e partie d'un film-montage sur Fred Astaire (vendredi à 20 h 30).**

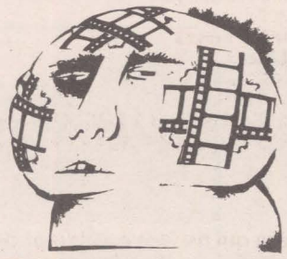
La comédie musicale en 1930 aux U.s.a. C'est l'époque où l'Amérique vendait ce genre de rêves à son peuple pour lui faire oublier crise, chômage et misère. Le faste dans la grisaille.

*** L'enchaînement (vendredi à 21 h 30).**

Un essai du Service de la recherche sur la puissance de l'image télévisée.

*** Animages, de Vladimir Tartakowski et Jean-René Vivet (les 31 décembre, 1er et 2 janvier).**

Un animal, un portrait. Le cygne et le cerf filmés en Grande-Bretagne. L'aigle surpris en France. Pour une fois, des émissions qui ne sont pas médiocres et superficielles.



Cinéma

*** Mel Brooks : Blazing saddles (Le sherif est en prison).**

Dans ce déluge de vulgarité qui s'appelait « Les producteurs », Mel Brooks s'en prenait au show-business. Cette fois, c'est au western. Cela donne, pêle-mêle, d'excellents gags, des numéros de cabaret un peu artificiellement amenés et un burlesque très efficace. A condition de pouvoir le supporter : c'est de l'humour au bulldozer.

*** Christian-Jaque : Fanfan-la-Tulipe.**

Alleluia, quelle joie de retrouver Fanfan pour Noël... Une réédition qui va permettre à Gérard Philipe de caracoler enfin dans les têtes des jeunes générations.

*** Jacques Doillon : Les doigts dans la tête.**

Un portrait « pas comme les autres » de jeunes « comme les autres », par le co-auteur de « L'an 01 ». Un véritable anti-« Valseuses » par son honnêteté, son charme et sa justesse.

*** Buster Keaton : Les lois de l'hospitalité.**

Buster embarqué dans une vendetta sudiste pour l'amour d'une demoiselle. Basé sur l'exploitation presque mathématique d'un postulat génial — tout s'inverse dès qu'est franchi le seuil d'une porte — un chef-d'œuvre comique digne de la « reprise » précédente de Keaton, « Les trois âges ».



Livres pour enfants

IMAGINATION

*** Bonhomme et la grosse bête qui avait des écailles sur le dos (Grasset-Jeunesse).**

*** Les animaux ont la parole (L'Ecole des Loisirs).**

*** Hamster rame (L'Ecole des loisirs).**

*** Kangourourimes (L'Ecole des Loisirs).**

*** Eléfantaisies (L'Ecole des Loisirs).**

*** Les deux caprices (Grasset-Jeunesse).**

*** Trois petits flocons (Grasset-Jeunesse).**

Par son graphisme ou son texte, chacun de ces ouvrages échappe aux idées reçues, aux clichés, aux stéréotypes. Un genre qui déroute peut-être les adultes... mais ne surprend pas les enfants qui, dans leurs dessins, mettent parfois des oreilles aux maisons et des ailes aux arbres.

HISTOIRES-CONTES :

*** La « Mini-bibliothèque » de Maurice Sendok (L'Ecole des Loisirs).**

*** Les chevaliers de la table ronde (Hatier).**

*** Contes et légendes des Pyrénées (Fernand Nathan).**

*** La légende d'Enée (Hatier).**

Deux éditeurs seulement font des efforts dans cette catégorie de livres : Hatier, avec sa collection Légendes des peuples et des héros, Rageot avec sa collection Bibliothèque de l'Amitié-Histoire.

PREMIERS ROMANS :

*** Le dernier des Cathares (G.T. Rageot).**

*** Le cœur sous la cendre (G.T. Rageot).**

*** Pourquoi partir ? (G.T. Rageot).**

Ce sont les tout derniers titres de la collection Les chemins de l'amitié, la seule collection pour jeunes qui sortent des ornières bien-pensantes et pudibondes des tristes collections « Rose » ou « Verte » de chez Hachette (où seul Jules Verne ne vieillit pas).

PREMIERS LIVRES DE POCHE :

*** Le peuple de la mer (Hatier-Anticipation).**

*** Un tambour dans la nuit (Hatier-Policier).**

La collection « Jeunesse-poche » recouvre toutes les catégories : science-fiction, aventures, policiers, etc. Et vole un peu plus haut que le ton « kiosque de gare ».

AUTEURS CELEBRES

*** Jacques Prévert : L'opéra de la lune (Editions GP).**

*** Claude Roy : Enfantasques (Gallimard, collection Mille soleils).**

*** Charles Trénet : Une noix (Hachette).**

*** Bernard Clavel : Légendes des lacs et des rivières (Hachette).**

*** Michel Tournier : Vendredi ou la vie sauvage (Flammarion).**

*** Madeleine Chapsal : Une promenade au cœur des choses (Pauvert).**

*** Miguel Angel Asturias : L'homme qui avait tout tout tout (Editions GP).**

*** Michel Butor : Les petits miroirs (La Farandole).**

*** Françoise Mallet-Joris : Les feuilles mortes d'un bel été (Grasset-Jeunesse).**

Ils sont nombreux. Mais ils sont encore trop peu à avoir compris qu'il y a là un vaste domaine inexploré. Perrault, Grimm, Andersen, Lewis Caroll constituent pourtant de grands ancêtres... Alors, pourquoi cette bouderie des « grands » auteurs à l'égard de l'enfance ?

Pères Noël

UN SALE METIER

D'où viennent les pères Noël ? Pas des nuages en tout cas. Sous la houppelande et la barbe en coton, on trouve des petits retraités, des chômeurs...

« Allo ?
— S'il vous plaît, je cherche un père Noël.
— En pain d'épice ou en chocolat ?
— Non. En rouge avec une barbe blanche ».

A ce stade du dialogue, invariablement, la conversation s'interrompt dans un pouffement de rire. Et cela, que l'interlocuteur appartienne à un grand magasin, à un centre commercial ou à une agence intérimaire. Bien heureux quand on ne vous demande pas, incrédule, si c'est une blague. Eh oui ! le père Noël est en baisse. Le père Noël ne fait plus recette.

Ici et là, on en voit bien encore un, de temps en temps, dans la rue, faisant son numéro de duettiste avec un photographe, tâchant d'accoster les mères de famille ou les grand-mères, pour décrocher la photo avec « le petit » dans les bras « pour 25 F — laissez votre adresse — ou 30 F les deux ». « Ce sont des indépendants, explique-t-on dans les entreprises de photographie importantes. Des itinérants, qui profitent de l'affluence aux abords des grands magasins pour essayer de placer quelques clichés. Ce sont les mêmes qui attirent les touristes l'été avec des petits singes ou autres bestioles. Du bricolage, quoi ! »

Plus opérationnelles, deux ou trois agences de photo industrielles ont leurs pères Noël en titre, qu'elles retrouvent d'une année sur l'autre. « Quelques entreprises persistent à nous en demander pour leur fête du personnel, commente un responsable d'une société de photographie industrielle à Montrouge. Et quelques grands magasins, également. Mais, dans l'ensemble, cela ne va pas loin. Cette année, nous avons seulement 7 pères Noël en poste. »

Et d'où viennent-ils, ces pères Noël ? Pas des nuages, en tout cas. A les voir, sous leur houppelande ou leur pyjama rouge d'une coupe élémentaire, bordé d'une pseudo-neige en coton terni, ils ont un petit air fané qui ne trompe pas. Ce n'est pas la misère, non, pas vraiment. Mais on est loin du personnage luxuriant, tour à tour grave ou souriant, qui prend plaisir à gâter les enfants sages. D'ailleurs, il ne s'agit pas de gâter, mais bien de « faire de l'argent » avec les rêves ou la crédulité plus ou moins complice des petits. Aussi ne faut-il pas s'étonner que le mythe résiste mal à sa commercialisation.

Qui se cache sous le déguisement ? Le plus souvent des retraités, contents d'arrondir leur retraite, en ces périodes de fête. Recrutés par ouï-dire, grâce au téléphone sans fil de la nécessité, ils sortent un moment de leur réclusion par l'âge : il n'y a pas de limite pour devenir père Noël. Et ils essaient de se garder la place pour l'année d'après, en espérant être toujours valides.

Car il ne faut pas croire : c'est fatigant, d'être père Noël. « Nous refusons presque toujours ces demandes, déclare la direction du personnel chez Manpower. Ce travail particulier est beaucoup plus pénible qu'on ne le croit. A chaque fois que nous avons placé un employé temporaire comme père Noël, il n'a pas fini son contrat et le client était furieux. Alors, maintenant, on les laisse se débrouiller. »



Le premier ennemi du père Noël, en général, c'est la chaleur. Dans l'atmosphère surchauffée des magasins, malgré le pyjama rouge en toile mince, il transpire toujours abondamment sous la perruque et la fausse barbe blanche. « L'autre samedi, raconte un père Noël du studio-photo d'un grand magasin au centre de Paris, une centaine d'enfants me sont passés dans les bras en un après-midi. La moitié d'entre eux hurlaient, comme si j'allais les dévorer ! Mais les parents insistent... A la fin de la journée, je n'en pouvais plus ! » Fatigué, perlé de sueur, le bout de visage coincé entre la frange blanche et les moustaches n'a pas d'âge : « 42 ans... Je suis chômeur depuis 9 mois... Monteur en chauffage central, ma boîte a fait faillite. Ici, je touche 2 500 F pour 6 semaines, à 48 heures par semaine. Ce n'est pas énorme, quand on regarde de près. Mais ça me dépanne bien. »

Des chômeurs, des étudiants, des retraités et tout ce que la société compte de désargentés vient se glisser dans les habits du bonhomme Noël pour orchestrer la fête. « Alors, mon petit, tu as été sage ? Raconte ce que tu as demandé au papa Noël ? » Plus simplement, parfois, le centre commercial ou l'entreprise possède un uniforme rouge et, suivant les heures de disponibilité, on en affuble un commis ou un employé désœuvré. Chez « Madame Service », société parisienne spécialisée dans l'organisation des réceptions, on fournit aussi des pères Noël. « Il n'existe pas de personnel spécialisé explique la directrice de cette entreprise. Et heureusement ! car il ne travaillerait pas beaucoup. Cette année, nous avons seulement reçu trois demandes de ce type. Les pères Noël, c'est comme les Suisses dans les réceptions : bientôt, il n'y en aura plus. »

Une bien triste fin que celle de liftier de la société de consommation. Peut-être est-ce pour cette raison que les enfants ne veulent plus croire au père Noël ?

CHRISTINE COTTIN